

n° 491
SEPTEMBRE
2020
4,80 €

silence

JAI JAGAT : LES GANDHI DE GRAND CHEMIN

REFUSER L'INTRUSIVITÉ NUMÉRIQUE

MEXIQUE : S'ORGANISER POUR DÉFENDRE LES COMMUNAUTÉS INDIGÈNES



écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer.

Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par le faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



LE MOIS DE LASSERPE

ENFIN UN PLAN POUR L'HÔPITAL !

ALORS, LA CHAMBRE 314... PREMIER TAS DE GRAVATS À DROITE, DEUXIÈME À GAUCHE ET C'EST TOUT DROIT...



MURIEL PÉNICAUD ENCOURAGE LES FRANÇAIS À DÉPENSER CE QU'ILS ONT ENGRANGÉ PENDANT LE CONFINEMENT



LASSERPE.

LA TRANSHUMANCE INSCRITE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO



LASSERPE.

LA FRANCE CHAMPIONNE D'EUROPE DE L'ABANDON D'ANIMAUX



LASSERPE.

Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

■ DOSSIER

JAI JAGAT : LES GANDHI DE GRAND CHEMIN

05 Les enjeux politiques de Jai Jagat

Jai Jagat est une campagne mondiale qui intègre plusieurs dimensions : marches et forum social itinérant mettant en lien des acteurs et actrices de la paix et de la justice sociale de plusieurs continents, et pression sur les institutions internationales. Quels sont les enjeux d'une telle mobilisation ?

08 Instantanés d'une marche mondiale

La marche mondiale Jai Jagat est composée d'un groupe de cinquante participant·es permanent·es, constitué pour partie d'Indien·es et pour partie de personnes venues d'autres pays du monde. Son périple aura été l'occasion de nombreuses rencontres et événements dans les pays et les régions traversées. Aperçu en images.

10 Gandhi, une des réponses à l'effondrement ?

La campagne Jai Jagat enracine sa philosophie et ses actions dans l'héritage de Gandhi. Benjamin Joyeux, coordinateur de la campagne à Genève, souligne l'actualité de la pensée gandhienne pour affronter les enjeux politiques et écologiques contemporains.

13 Lutter pour l'accès à la terre en France et en Suisse

Le but de la mobilisation Jai Jagat est de mettre en relation les problèmes rencontrés dans diverses parties du monde pour apprendre à les porter ensemble et non de manière fragmentée. Comment les défis liés à l'accès à la terre et aux accaparements de terres, portés par l'organisation Ekta Parishad en Inde, se posent aussi en Europe, c'est ce que nous avons demandé à des membres de la Confédération paysanne et d'Uniterre.

17 Suites de la campagne Jai Jagat

■ CHRONIQUES

18 Bonnes nouvelles de la terre :

À Lille, précaires et habitant·es se battent pour préserver une immense friche urbaine

20 Chroniques terriennes : Quand SpaceX s'envoie en l'air

23 L'écho féministe : Généraliser et politiser le soin pour survivre à l'après-confinement

26 L'écologie c'est la santé ! : Ces produits chimiques éternels qui polluent nos organismes !

■ BRÈVES

18 Alternatives • 19 Agriculture • 20 Environnement

21 Climat • 22 Énergies • 22 Nucléaire • 23 Féminismes

24 Politique • 24 Transports • 25 Société • 26 Santé

27 Nord/Sud • 27 Annonces • 28 Agenda • 40 Courrier

42 Livres

■ ARTICLES

29 Bas les masques ! Le ras-le-bol des couturières exploitées

Après des semaines de travail gratuit pour fabriquer des masques, au sortir du confinement, des couturières disent stop ! Leur activité avait pris des proportions dépassant de loin le simple bénévolat. Elles expriment des revendications légitimes, à replacer dans la perspective d'un changement radical de système économique.

30 Mode automne-hiver

Silence a décidé de se lancer dans la mode, avec en avant-première, la présentation de la collection automne-hiver 2020, dans le respect de la distanciation physique.

32 Refuser l'intrusivité numérique

La période de confinement de ce printemps a été l'occasion d'un envahissement accru des pratiques numériques dans tous les espaces de vie. Le collectif lyonnais Les Décablés, qui porte une critique du numérique et de son monde, apporte un point de vue sur le sujet.

34 S'organiser d'en-bas pour défendre les communautés indigènes

Le Comité de défense des droits indigènes (Codedi) lutte pour les droits des communautés zapotèques de l'État de Oaxaca, au Mexique. Ayant partagé leur quotidien pendant plusieurs semaines, nous souhaitons donner à voir la façon dont ses membres se battent pour leur autonomie.

38 À Plélan-le-Grand, le parc éolien souffle à l'énergie citoyenne

Depuis fin 2008, les six éoliennes d'une commune bretonne de 4 000 habitantes, dans le sud de l'Ille-et-Vilaine, fonctionnent à plein régime. Leur moteur : l'énergie de 12 personnes qui ont eu l'idée de produire leur électricité à l'aide d'une société coopérative.

48 Le Talus, laboratoire marseillais d'agriculture urbaine

Il était une friche abandonnée, située entre une voie de chemin de fer et une rocade, à Marseille... En avril 2018, l'association Heko Farm fait le pari de transformer cet espace en un îlot de verdure urbaine.

Prochain dossier
Sortir de l'apiculture intensive



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 1^{er} juillet 2020.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 3^e trimestre 2020 - **Tirage :** 7200 ex. - **Impression :** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Anna Wanda Gogusey, Lasserpe - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes :** Agostino Amato, Manon Deniau, Guillaume Gamblin, Soheil Haghighvand, Julia et Lisa Hermes, Hugo Clarence Janedy, Claire Lhermitte, Brian Linn, Elodie Louvel, Shabaz, Goran Tomasevic, Rémi Vinas - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Sheerazad Chekaik-Chaila, Christian David, Les Décablés, Manon Deniau, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Danièle Gare, Fanny Hugues, Benjamin Joyeux, Stéphen Kerckhove, Elodie Louvel, Viktor Petrusch, Jocelyn Peyret, François Veillerette, Francis Vergier - **Couverture :** DR - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques :** Benjamin Siband - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.
Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumege,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h - **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h - **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFRRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



Mudit l'Indien et Sydney le Kénian parlent à des écolières sur le passage de la marche en Inde.



Pause à l'abri bien méritée le long de la route près de Kajaran, en Arménie, le 16 février 2020.



Prise de parole lors de la marche Jai Jagat.



Le 13 février 2020, la marche fait un arrêt au mémorial du génocide arménien à Yerevan.

ÉDITORIAL

Marcher pour relier les humains... et les luttes

Ce n'est pas tous les jours que nous avons l'occasion de nous associer à une mobilisation issue du Sud, qui englobe à la fois les combats pour la justice sociale, l'écologie, les droits paysans, la place des femmes, la remise en cause des frontières et l'éducation, en allant "du bas vers le haut". Le tout, fortement inspiré d'une vision gandhienne de transformation de la société, du pouvoir, de l'économie par la non-violence.

C'est pourtant tout cela que porte *Jai Jagat*, "la victoire du monde", mobilisation d'ampleur mondiale initiée et portée par le mouvement gandhien *Ekta Parishad* en Inde.

À travers une marche de Delhi à Genève, siège de nombreuses organisations de l'Organisation des Nations unies (ONU), et des initiatives dans de nombreux pays, l'objectif est multiple. Il s'agit à la fois d'organiser des formations et des rencontres pour la paix, de constituer une sorte de forum social itinérant, et enfin d'aller dialoguer avec les organisations internationales pour peser sur les règles du jeu de la mondialisation. Une suite gandhienne aux rassemblements altermondialistes nés à la fin des années 1990 ? L'occasion en tout cas de relancer les débats autour du rôle des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Et cette campagne d'une ambition immense, préparée depuis des années, ce sont quelques dizaines de marcheuses issues de nombreux pays qui ont été en charge de la porter, au rythme de leurs pas et de leurs rencontres. Certes, la trajectoire de la marche a été contrainte par les aléas géopolitiques et par le coronavirus, qui l'a obligée à marquer un arrêt en Arménie. Mais la petite musique de *Jai Jagat* est quand même parvenue à se faire entendre auprès des oreilles attentives. Et une convergence de différentes marches reste prévue à Genève autour du 26 septembre 2020, après des initiatives ayant lieu du Népal à l'Iran, du Sénégal à la Suède, de Bruxelles à Lyon et à Birmingham.

Après de nombreux articles consacrés à ce sujet (1), ce dossier de *Silence*, réalisé en partenariat avec *Non-Violence XXI*, apporte des éléments pour nourrir la réflexion et la mobilisation autour de *Jai Jagat* et de ses suites.

Guillaume Gamblin

(1) Voir les articles parus dans les n° 477, 480, 482, 486 et 490 de *Silence*, ainsi que les chroniques de la marche mondiale parues de janvier à mai 2020, disponibles sur le site www.revuesilence.net.



▲ Sur un barrage près de Vidisha, dans le Madhya Pradesh.

Les enjeux politiques de Jai Jagat

Jai Jagat est une campagne mondiale qui intègre plusieurs dimensions : marches et forum social itinérant mettant en lien des acteurs et actrices de la paix et de la justice sociale de plusieurs continents, et pression sur les institutions internationales. Quels sont les enjeux d'une telle mobilisation ?

LA CAMPAGNE JAI JAGAT (LITTÉRALEMENT : "la victoire du monde") est impulsée par le mouvement gandhien *Ekta Parishad*, qui lutte pour les droits et la dignité des paysan·nes, des sans-terre et des sans-voix en Inde. *Ekta Parishad* ("forum de l'unité"), fondé en 1991 par Rajagopal, travailleur social aux pieds nus, a déjà organisé de grandes marches en Inde pour le droit à la terre, dans la tradition gandhienne. Mais, dans ses négociations avec l'État indien, l'organisation était régulièrement renvoyée aux contraintes internationales de sa politique économique et agricole. D'où l'idée de marcher depuis Delhi jusqu'à Genève pour aller s'adresser aux différentes agences de l'ONU qui y sont représentées.

UNE MARCHÉ QUI SÈME DES GRAINES DE PAIX SUR SON PARCOURS

La marche est partie de Delhi le 2 octobre 2019, 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi, dans le but de parcourir 9 000 km en un an à travers 11 pays. Cinquante marche·se·s indien·ne·s et issu·e·s d'autres continents ont constitué la colonne vertébrale du cortège. En Inde, les rencontres ont été nombreuses avec les peuples autochtones, les sans-terre, les paysan·ne·s pauvres, de même que les formations à la non-violence. Une rencontre pour la paix a été organisée dans

l'ashram (communauté) de Gandhi à Sevagram. Au Népal, une délégation a apporté son soutien, entre autres, aux populations déplacées de force par la construction d'un aéroport et en lutte, et rencontré le vice-président. Au Pakistan, une délégation a marché à la rencontre de personnes expulsées de leurs logements puis participé à une rencontre internationale pour la paix. En Iran, une délégation est allée à la rencontre tant de minorités ethniques que d'une organisation paysanne et de responsables politiques. En Arménie, les marche·se·s sont intervenues dans des écoles, ont rencontré des élu·e·s et participé à des événements de commémoration du génocide arménien.

EN EUROPE AUSSI

Des collectifs se sont créés pour porter la campagne *Jai Jagat* en Europe et ailleurs. En France, des groupes comme le MAN, SOL, le CRID, Action Aid, l'Arche, Emmaüs, Pax Christi, le Secours catholique, Alternatiba ou encore Gandhi International se sont associés à cette dynamique (1). La Coordination européenne *Jai Jagat* a fédéré les énergies des groupes en Grande-Bretagne, Espagne, Allemagne, Belgique, Suède, Suisse et France.

En Belgique, des écoles ont travaillé sur les thèmes de la marche. À Lyon ont été organisées des formations, conférences, projections et expositions, ainsi

Ce dossier de *Silence* est soutenu par Non-Violence XXI, fonds associatif pour une culture de non-violence. Regroupant les principales organisations non-violentes françaises, il collecte des dons et des legs depuis 2001 dans le but de financer des projets à caractère non-violent et de promouvoir concrètement la culture de la non-violence au 21^e siècle en France et dans le monde.

NON-VIOLENCE
XXI

Vos dons pour la non-violence

■ Non-Violence XXI,
47 avenue Pasteur,
93100 Montreuil,
tél. : 01 45 48 37 62,
coordination@nonviolence21.org,
<https://nonviolence21.org>

(1) MAN: Mouvement pour une alternative non-violente. SOL: Alternatives écologiques et solidaires. CRID: Centre de recherche et d'information pour le développement.



▲ Intervention de Khushbu, l'une des marcheuses, le 14 février 2020 à Yerevan dans les locaux de l'école de médecine.

que des ateliers scolaires, sur les privilèges, les inégalités, etc. Une marche locale à la rencontre de lieux solidaires et féministes de l'agglomération a eu lieu. Une caravane motorisée a relié le Sénégal au sud de la France à la rencontre d'initiatives solidaires et alternatives.

Une convergence entre la marche mondiale et différentes marches européennes était prévue fin septembre 2020 à Genève avec comme point d'orgue un programme de rencontres et de mobilisations dans la ville suisse. Mais le Covid-19 est passé par là et a contraint la marche mondiale à s'arrêter en Arménie au bout de quatre mois, en mars 2020. Plusieurs marches européennes ont été annulées mais certaines ont été maintenues (voir page 17).

QUESTIONNER LES IMPASSES DE LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

Jai Jagat est une initiative qui a l'ambition de questionner la mondialisation. Partant des problèmes d'accaparement de terres en Inde, causés par la mondialisation capitaliste, elle remonte les différents échelons pour faire le lien jusqu'à Genève où sont situées différentes agences de l'ONU. Elle reprend à son compte les réflexions du mouvement altermondialiste pour les réinvestir à la manière "gandhienne". Processus continu d'intensification des échanges monétaires et matériels à l'échelle planétaire, porté par l'essor des transports et des mobilités, la mondialisation s'est accélérée depuis les années 1970 avec les systèmes contemporains de communication et de circulation de l'information.

Comme l'expliquait Olivier de Schutter, juriste, membre de la *Fédération internationale des droits humains*, rapporteur spécial sur l'alimentation au comité des droits humains des Nations Unies de 2008 à 2014 (2), la mondialisation présente trois problèmes majeurs :

- L'imposition du mode de vie occidental comme norme universelle à laquelle toutes devraient se conformer, ce qui est totalement insoutenable écologiquement et socialement.
- "La mondialisation a étendu le champ des droits de propriété intellectuelle, privant les pauvres de l'accès aux semences, aux médicaments, de technologies essentielles au développement."
- Elle abaisse les obstacles aux échanges de marchandises et de services, à la circulation des flux de capitaux, à l'investissement, pour encourager une forme mondiale de concurrence (3).

JOUER DES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ONU POUR FAIRE BOUGER LES LIGNES

Pour Olivier de Schutter, aujourd'hui, aux Nations unies, on impose aux gouvernements nationaux la cohérence des politiques en faveur du développement durable. "Cela signifie que toutes les politiques en matière de commerce, d'investissement, de droits de propriété intellectuelle, etc., doivent converger pour favoriser le développement durable. Mais on n'impose pas cette même obligation de cohérence aux institutions internationales. Les recommandations que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale font aux gouvernements, l'encouragement de l'OMC à libéraliser les flux commerciaux, vont à rebours de ce que par ailleurs le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du travail (OIT), par exemple, tentent de promouvoir. Je vois combien les gens à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), à l'OMS, sont en bagarre permanente avec les gens du FMI ou de l'OMC. Imposons aux organisations internationales la même obligation de cohérence

(2) Lors d'une conférence sur *Jai Jagat* à Bruxelles en compagnie de Rajagopal en novembre 2018.

(3) Selon Olivier de Schutter, "les entreprises qui le peuvent font travailler les travailleurs là où les salaires sont les plus bas et les droits syndicaux les moins respectés, utilisent des technologies polluantes là où les normes environnementales sont moins strictes, et déclarent leurs profits dans les lieux où ils seront imposés au taux le plus bas. Et donc ces grandes entreprises utilisent la mondialisation pour pratiquer le dumping social, environnemental et fiscal. Elles mettent en concurrence les États pour les attirer ou les garder chez eux. Ceux-ci vont concéder toujours plus de privilèges à ces entreprises qui sont en définitive les seules gagnantes véritables de la mondialisation".



▲ Inauguration du square de la sororité avec Femmes solidaires lors de la marche Jai Jagat Lyon, organisé le 2 octobre 2019 au moment où la marche mondiale s'élançait de Delhi. Chaque étape de cette marche urbaine mettait en avant une thématique de Jai Jagat.

que celles-ci prétendent imposer aux gouvernements à l'échelle nationale."

C'est sur ces contradictions que *Jai Jagat* veut s'appuyer en combinant mobilisation et dialogue avec les organisations onusiennes, pour contribuer à faire bouger les lignes, en se servant des 17 "Objectifs du développement durable", engagements pris par les 193 pays membres de l'ONU en 2015, comme d'un levier pour faire avancer les droits.

Certes, le développement durable est depuis longtemps sous le feu des critiques de *Silence*, qui y voit un concept trop mou ne remettant pas en cause le règne de la marchandisation capitaliste et sa destruction des milieux vivants et humains mais qui le justifie, au contraire, par de pseudo-solutions techniques. Cependant, notre association a décidé de s'associer de manière circonstanciée à cette mobilisation pour plusieurs raisons : c'est un mouvement qui, pour une fois, vient des "Suds", piloté par une organisation de sans-voix, à une forte dimension gandhienne et non-violente, qui tente de relier droits paysans, droits des femmes, droits autochtones, construction de la paix et justice sociale par le bas, en remettant en cause au passage les politiques migratoires meurtrières et en mettant en lien des porteu-ses d'alternatives du monde entier.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET INNOVATION SOCIALE

Et c'est bien de ces modes de vie alternatifs à celui que la mondialisation impose que peuvent émerger des solutions aux problèmes que nous avons générés. Au sein de l'ONU, beaucoup misent sur les technologies dites propres pour assurer une "croissance verte". Le salut viendrait des ingénier-es. Mais les réponses aux défis de notre temps sont d'un autre ordre, estime Olivier de Schutter. Ils relèvent des changements de

modes de vie. "Ce sont les pauvres qui savent produire avec peu, éviter les gaspillages, qui savent comment l'entraide et la coopération sont essentielles en temps de crise et de désastres naturels, donc c'est leur expertise qui nous importe. À la différence des innovations technologiques, les innovations sociales sont décentralisées, elles ne sont pas inventées par des firmes mais sont en accès libre, elles sont diversifiées et valorisent la diversité, l'expérimentation, la recherche par les communautés locales des solutions qui leur conviennent le mieux. Elles sont donc de nature à favoriser l'autodétermination, le 'swaraj' (4) cher à Gandhi."

"IL FAUT VOIR LE POUVOIR COMME LIQUIDE"

Alors, quelle peut être l'ambition d'un mouvement comme *Jai Jagat* ? "Changer la société sans prendre le pouvoir ne peut pas vouloir dire laisser le pouvoir tranquille, poursuit Olivier de Schutter. Cela ne peut pas même vouloir dire laisser le pouvoir dans sa forme actuelle, centralisée, descendante, solide. Le pouvoir est généralement compris, dans le discours quotidien, comme quelque chose qui est solide, qu'on transmet, qu'on prend, pour lequel on se bat, qu'on occupe. Il faut voir le pouvoir comme liquide. C'est partout là où les gens prennent la parole, posent des questions. Le pouvoir doit être vu comme décentralisé et non pas de haut en bas mais de bas en haut. Il ne suffit pas de dire qu'on va changer la société sans prendre le pouvoir, qu'il faut laisser cela aux politiques. Mais qu'on veut changer la société, y compris dans la manière dont le pouvoir est pensé et exercé dans la société."

Guillaume Gamblin ■

(4) Le swaraj est l'idée que les communautés vont trouver en elles-mêmes les solutions qui leur permettront de surmonter les difficultés. Selon Gandhi, il s'agit d'une autonomisation qui se construit dès maintenant, par la base, et qui est indissociablement politique et spirituelle, personnelle et collective.

Instantanés d'une marche mondiale



Claire Lhermitte

Lors de la marche, les "réunions à l'ombre d'un arbre" sont des rendez-vous appréciés, comme ici à Tyonda, au Madhya Pradesh, le 15 novembre 2019. Elles permettent de faire une pause pour pouvoir soit écouter l'expérience d'un-e activiste ou d'un-e travailleur-se social-e qui a rejoint la marche, soit écouter une inspiration de Rajagopal. Ici, écoute de l'expérience de Sonia Deotto, qui travaille sur l'éducation à la paix et à la non-violence par l'art au Mexique.



Shobhoz

De l'Inde torride à l'Arménie enneigée, la marche *Jai Jagat* affronte la diversité des climats, pas après pas. Ici le 18 février 2020 en Arménie.



Claire Lhermitte

Les marcheuses sont parfois accueillies au son du Lezim, un instrument de musique qui nécessite une gestuelle répétitive et dansante, comme ici à Selu, dans le Maharashtra, le 23 janvier 2020.



Claire Hermitte

La marche a pour but d'aller à la rencontre des personnes, des groupes et des communautés qui font face à des injustices, pour les dénoncer et les rendre visibles. Ici, le 15 octobre 2019, rencontre avec une femme expliquant les problèmes qu'affrontent les *Adivasis* (populations autochtones).



Claire Hermitte

Si marcher est un art, faire la sieste au bon endroit et au bon moment en est un également, dont la maîtrise peut avoir des conséquences sur le bon déroulement de l'ensemble !



Shahbaz

Le 16 février 2020, la marche est accueillie en cérémonie par des enfants en tenue traditionnelle à son passage à la frontière irano-arménienne.



D

Une délégation de *Jai Jagat* marche quelques jours au Népal. Le 21 février 2020, elle organise une rencontre avec environ 150 femmes et hommes dans le village de Kalika, dans le district de Dasuwa. C'est l'occasion de parler des problèmes fonciers dans la région (accentués par le conflit armé et les séismes), du droit des femmes à la terre et au logement, et du rôle du gouvernement et de la société civile. Ici, *Ekta Parishad* a réalisé des formations et aidé des communautés villageoises à s'auto-organiser dans la lutte pour les droits, "la terre, l'eau et les jungles".



Soheil Haghivand

Arrêt de la délégation de *Jai Jagat* le 20 février 2020 à Abarkouh, en Iran, devant un imposant *yakhtchal*, construction traditionnelle en pierre servant de réfrigérateur naturel sans électricité pour la communauté. Un monument du passé ou le précurseur d'un avenir convivial à base de technologies douces et appropriables ?

JAI JAGAT S'INSCRIT DANS LA LIGNÉE DES *padyatra*, les grandes marches organisées dans un esprit gandhien par l'organisation *Ekta Parishad* en Inde depuis les années 1990 pour les droits des populations rurales les plus pauvres. Il s'agissait cette fois-ci d'amplifier la mobilisation à l'échelle mondiale. Le groupe de cinquante participantes permanentes de la marche, très mixte, était constitué pour partie d'Indien-nes et pour partie de personnes venues d'autres pays du monde, issues de collectifs de soutien, dont une poignée de Français-es. Ce groupe était fréquemment rejoint localement par des habitant-es. S'il a dû interrompre son parcours au bout de quatre mois, ce périple aura été l'occasion de nombreuses rencontres, écoutes de doléances, formations à la non-violence et événements pour la paix dans les pays et les régions traversés.



▲ Inauguration d'une statue de Gandhi à l'occasion du passage de la marche à Vidisha, le 11 novembre 2019.

Gandhi, une des réponses à l'effondrement ?

La campagne *Jai Jagat* enracine sa philosophie et ses actions dans l'héritage de Gandhi. Benjamin Joyeux, coordinateur de la campagne à Genève, souligne l'actualité de la pensée gandhienne pour affronter les enjeux politiques et écologiques contemporains.

« Cette civilisation est telle que l'on a juste à être patient, et elle s'autodétruit. »
Gandhi

AVANT MÊME LA PANDÉMIE MONDIALE actuelle du coronavirus et ses milliards de confinés, depuis le début de l'année 2020, entre les mégas feux en Australie, l'horreur humaine en Syrie, l'invasion de criquets pèlerins en Afrique de l'Est... sans oublier évidemment le cataclysme climatique en cours, les raisons d'espérer en un avenir radieux se réduisaient déjà comme peau de chagrin. Tant et si bien que le nombre de partisan-es de l'effondrement, rassemblés un peu trop rapidement sous le vocable de la collapsologie, ne cesse de croître.

"RESPECT ET BIENVEILLANCE À L'ÉGARD DE TOUTE FORME DE VIE"

Dans ce contexte anxiogène, se replonger dans l'imaginaire du père de l'indépendance indienne peut s'avérer extrêmement instructif. Car la pensée de

Gandhi est peut-être encore plus utile au 21^e siècle qu'au moment où le Mahatma se battait pour l'indépendance de son pays dans la première moitié du 20^e siècle, lui qui écrivait par exemple : *"La civilisation ne consiste pas à multiplier les besoins mais à les réduire volontairement, délibérément. Cela seul amène le vrai bonheur"* (1). Des mots que ne renieraient sans doute pas aujourd'hui des penseur-ses de la décroissance comme Serge Latouche.

Ainsi la question de la pertinence de la pensée de Gandhi comme une réponse face à l'hypothèse de l'effondrement, et tout ce qu'elle peut engendrer en termes d'anxiété et de sentiment d'impuissance, se pose aujourd'hui avec acuité.

La pensée de Mohandas Karamchand Gandhi, dit le Mahatma (la grande âme en hindi), est la plupart du temps résumée par l'expression "non-violence". Or ce terme occidental restreint quelque peu toute la dimension spirituelle et subversive de l'"*ahimsa*", terme sanskrit signifiant plus largement "respect et bienveillance à l'égard de toute forme de vie". Le père de l'indépendance indienne a cherché tout au long de son existence à être en cohérence avec deux piliers de sa pensée, qu'il a conceptualisés en puisant tant dans les anciens textes sacrés indiens (les Védas) que dans l'Évangile ou dans

(1) Gandhi, *Lettres à l'ashram*, Albin Michel, réédition 15 janvier 1990.

l'œuvre d'auteurs qu'il admirait beaucoup, comme Léon Tolstoï (2) ou Henri David Thoreau : la vérité (ou *Satya*) comme fin, et la non-violence (ou *ahimsa*) comme moyen d'y parvenir. Car pour Gandhi, à l'opposé notamment de la doctrine de Machiavel très largement répandue chez les élites européennes, jamais la fin ne pouvait justifier les moyens ("*la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence*", écrivait-il).

REFUSER DE COLLABORER AVEC LE SYSTÈME DE DOMINATION

La "vérité" de son temps était que son pays, l'Inde, subissait le joug de l'Empire britannique qui affamait son peuple et le privait de liberté, au nom d'un modèle de développement insoutenable ne profitant qu'aux colons. Et la méthode choisie par Gandhi pour remédier à cet état de fait fut la non-violence poussée à son plus haut degré de subversion. Non pas l'inaction ou la passivité, comme peut le suggérer la dimension négative de l'expression, mais l'incitation à la désobéissance civile de tout un peuple, de près de 300 millions d'âmes à l'époque. De la *Marche du sel* de 1930 à la campagne *Quit India* de 1942, Gandhi appela toutes les Indiennes à refuser de collaborer avec le pouvoir colonial britannique, tout en évitant de sombrer dans la violence. Et à chaque fois que cette dernière prenait le pas chez ses compatriotes, il se livrait alors à d'intenses grèves de la faim, jusqu'au seuil de la mort, pour dissuader son peuple d'être violent (3). Ayant hissé l'exemplarité en politique au rang d'art en faisant de sa vie son "principal message", le Mahatma inspira de grands disciples comme Martin Luther King aux États-Unis ou le président sud-africain Nelson Mandela.

SOBRIÉTÉ, AUTOGOUVERNANCE ET EXEMPLARITÉ

Le principe directeur de l'économie selon Gandhi était le *swaraj* ("autogouvernance"), reposant sur la satisfaction des besoins essentiels et non sur une abondance créée artificiellement par la production de masse (4). Son modèle était basé sur l'autosuffisance de petites entités (à l'échelle du village indien ou *panchayat*) plutôt que sur le développement de grands centres urbains et la concentration de plus en plus prégnante des pouvoirs économiques et politiques entre les



▲ Rencontre d'une délégation de Jai Jagat en Iran avec des membres de minorités ethniques à Kuhestak, dans la province d'Hormozgan, le 17 février 2020.

moins des États. L'Empire britannique de son époque était ainsi pour lui le contre-modèle à éviter absolument pour l'Inde. Que dirait-il de l'économie globalisée actuelle dans laquelle les 2 153 milliardaires du monde entier possèdent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population mondiale (5) ?

Toute la vie de Gandhi fut dédiée à cette idée d'être tout d'abord soi-même "*le changement que l'on veut voir dans le monde*" (6). "*Ma vie est mon message*", aimait à dire le Mahatma aux journalistes qui l'interrogeaient sur sa doctrine politique. Pour Gandhi et ses partisans, il s'agissait de réduire ses besoins au strict nécessaire, en vivant sobrement, en cultivant sa nourriture et en tissant ses propres vêtements, permettant ainsi de boycotter le textile britannique qui enrichissait à l'époque les propriétaires des usines de Manchester au détriment du peuple indien.

Concernant la *satya* (la vérité) d'aujourd'hui, bien que celle-ci soit toujours plus ou moins relative, il en est une de plus en plus certaine, décrite par la communauté scientifique internationale : nous sommes en guerre contre la nature, en train de détruire à vitesse accélérée les conditions mêmes de notre survie sur Terre. Un minimum de lucidité (et la lecture régulière des dernières études scientifiques, en provenance du *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (Giec) ou de la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques* (IPBES), toujours plus alarmantes) nous amène à concevoir l'effondrement de notre civilisation dans un délai proche comme

Pour aller plus loin

■ Dossier "Dépasser les discours de l'effondrement", *Silence*, n° 487, mars 2020.

(2) Ainsi, *Le Royaume de Dieu est en vous*, paru en 1893 (réédité en 2010 par Le Passager clandestin sous le titre *Le Royaume des cieux est en vous*), a très largement inspiré Gandhi, comme il l'a écrit dans son *Autobiographie ou Mes expériences de vérité* (réédité en 2012 aux éditions Presse universitaire de France).

(3) Sur les actions de Gandhi et tous les événements ayant provoqués l'indépendance indienne, lire *Cette nuit la liberté*, Dominique Lapiere et Larry Collins, Pocket, 1994.

(4) Voir par exemple Étienne Godinot, "*Vers une économie non-violente*", sur le site de l'*Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits*, www.irmc.org

(5) Voir "Davos 2020 : nouveau rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales", www.oxfamfrance.org

(6) Cette citation célèbre est considérée comme apocryphe par celles et ceux qui connaissent bien l'œuvre de Gandhi !



Claire Lhermitte

▲ Le 30 janvier 2020, la marche s'est arrêtée à Sevagram, dans l'ashram (communauté) historique de Gandhi. Durant la conférence sur la gouvernance non-violente, certaines personnes filent du coton, un acte qui accompagne parfois la méditation.

une hypothèse probable. Selon de plus en plus de gens, le phénomène a même déjà commencé, et de nouveaux termes apparaissent, comme la "solastalgie", concept développé par le philosophe australien Glenn Albrecht en 2007 et désignant la détresse chez certaines personnes causée par la destruction de l'environnement (7). Celle-ci risque bien de se développer encore davantage avec la pandémie en cours, qui vient tragiquement apporter de l'eau au moulin des collapsologues.

ENTRER EN DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

Si l'on suit la pensée de Gandhi pour aujourd'hui, l'appréhension de l'effondrement ne doit pas nous mener au désespoir ou à l'inaction, mais bien au contraire à des formes d'action non-violente comme la désobéissance civile. Pour un certain nombre de mouvements activistes plus ou moins récents, par exemple *Alternatiba*, *Extinction Rebellion* ou encore les *Désobéissants*, celles-ci font partie de leur ADN (8). Mais elles débordent désormais largement des milieux militants : de plus en plus de scientifiques conscientes, de par leurs travaux et recherches, de l'urgence de la situation, en appellent désormais également à la désobéissance civile et à l'action non-violente. Un millier de scientifiques ont par exemple publié dans *Le Monde* un appel intitulé : "Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire" (9). Pour elles et eux, face à l'inaction des politiques, il faut se mobiliser afin de "changer le système par le bas dès aujourd'hui". Ils et elles en appellent à la désobéissance civile, pour faire sécession avec le système consumériste globalisé actuel, encore basé sur le mythe d'une croissance infinie sur une planète aux ressources finies.

MARIER ACTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

Ainsi, si nous écoutons ces scientifiques, tout comme si nous essayons de suivre le chemin tracé par Gandhi et ses héritiers, nous devons refuser le monde tel qu'il va, en commençant par ne plus jouer le jeu individuellement : ne plus faire ses courses dans les grandes surfaces, ne plus se goinfrer de viande au détriment de milliards d'animaux sensibles et de terres arables consacrées à l'élevage intensif plutôt qu'à une alimentation saine pour l'humanité, ne plus consommer ou se déplacer sans conscience et sans limite, refuser la publicité, les murs dressés entre les peuples et les cultures, la privatisation de l'ensemble du vivant au profit de quelques multinationales, l'appropriation de nos données personnelles par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) selon une servitude volontaire que George Orwell ou Aldous Huxley n'auraient même pas imaginée... Puis s'organiser collectivement pour empêcher l'humanité de se diriger résolument vers son propre anéantissement.

Car, comme le disait Albert Einstein, autre grand admirateur de Gandhi : "Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal mais par ceux qui les regardent sans rien faire."

Au regard de leur héritage politique, philosophique et spirituel, les idées de Gandhi gardent vraisemblablement une très grande pertinence pour les enjeux du 21^e siècle et peuvent nous aider à dépasser les limites de l'effondrement en nous donnant des stratégies pour agir.

Benjamin Joyeux

Coordinateur de Jai Jagat Genève ■

(7) Écouter notamment l'émission "Solastalgie, éco-anxiété: les émotions de la crise écologique", *France Culture*, 21 février 2020, www.franceculture.fr

(8) Voir notamment la charte des valeurs d'*Extinction Rebellion* sur <https://extinctionrebellion.fr>

(9) "L'appel de 1 000 scientifiques : 'Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire'", *Le Monde*, 20 février 2020.



Lutter pour l'accès à la terre en France et en Suisse

Le but de la mobilisation *Jai Jagat* est de mettre en relation les problèmes rencontrés dans diverses parties du monde pour apprendre à les porter ensemble et non de manière fragmentée. Comment les défis liés à l'accès à la terre et aux accaparements de terres, portés par l'organisation *Ekta Parishad* en Inde, se posent aussi en Europe, c'est ce que nous avons demandé à des membres de la *Confédération paysanne* et d'*Uniterre*.

DES VIGNOBLES DU BORDELAIS ACHETÉS par de riches étrangers ou exilés fiscaux à la spéculation autour des domaines forestiers, en passant par les projets de roades ou de zones d'activité, les terres agricoles subissent une pression économique importante qui les éloigne de leur usage nourricier. Les accaparements de terre, que l'on situe volontiers dans les pays du Sud (Madagascar, Éthiopie, etc.), existent-ils aussi chez nous ? Berthe Darras et Mathieu Genoud, membres de la commission Jeunes et secrétaires permanentes d'*Uniterre* (Suisse), et Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la *Confédération paysanne* (France) en charge du foncier, apportent des éclairages sur les mécanismes de concentration des terres qui nuisent à l'installation paysanne dans les deux pays frontaliers. Sans partager le même avis sur l'opportunité de parler d'"accaparements des terres" à ce sujet (1).

UN SYSTÈME FONCIER QUI PRIVILÉGIE LA FAMILLE ET LES GROSSES EXPLOITATIONS

Sous quelles formes se pose le problème de l'accès à la terre sous nos latitudes ? Selon Véronique

Marchesseau, "aujourd'hui, les difficultés d'accès au foncier se posent plus particulièrement aux personnes désirant s'installer en agriculture hors cadre familial et sur des projets de petite taille alors que, paradoxalement, ce type de projet nécessite peu de foncier. Les propriétaires ont peur de signer des baux avec des personnes qu'ils ou elles ne connaissent pas". La secrétaire nationale de la *Confédération paysanne* note que "l'accès au foncier est particulièrement difficile à proximité des zones urbaines et touristiques, où la pression sur les terres et la concurrence entre les activités sont très fortes".

Le constat est assez proche en Suisse, pays d'accueil de l'arrivée de la mobilisation *Jai Jagat* : "Le territoire est petit, le bétonnage avance vite et les prix du foncier sont très élevés. La pression démographique et la volonté de générer des revenus poussent vers un déclassement des terres agricoles pour des zones à bâtir (logements ou industries et bureaux)", notent Berthe Darras et Mathieu Genoud, qui poursuivent :

"Il y a plusieurs problèmes à l'accès à la terre. D'une part, le système actuel pousse les paysan·nes à toujours s'agrandir (plus tu possèdes de terre, plus tu touches d'aides étatiques, en simplification extrême). Donc, quand une ferme est à remettre, c'est souvent le voisin qui en profitera pour s'agrandir, au détriment de néo-ruraux, par exemple, qui n'ont pas

(1) Pour cet article, nous avons aussi contacté le Mouvement d'action paysanne en Belgique, qui n'a pas été en mesure de nous répondre.



Haute-Savoie

"Pas un hectare de plus de foncier agricole à consommer !"

Du fait de sa proximité avec la Suisse, la Haute-Savoie a vu le prix de ses terrains s'envoler. Malgré la forte valeur ajoutée de ses produits laitiers, le département a perdu 36 % de ses fermes en dix ans tandis que la France en perdait 25 %, "pour des raisons purement foncières et non économiques", précise Matthieu Dunan, maraîcher bio aux environs d'Annemasse et membre de la Confédération paysanne. Il poursuit : "Pour nourrir l'agglomération, il faudrait 200 à 300 fermes comme la nôtre. Or nous ne sommes qu'une dizaine."

Le paysan est engagé contre un projet d' "écoparc" dans l'agglomération de Saint-Julien-en-Genevois. Au départ, l'idée est bonne : relocaliser les emplois au lieu d'être une cité-dortoir et créer de l'espace pour des artisan-nes, en laissant aux communes la maîtrise du terrain grâce à des baux à long terme. Mais le projet se fait au détriment de 20 ha de terres agricoles alors que ses opposantes ont calculé que 25 ha sont déjà disponibles par ailleurs. Le pôle de communes ne veut pas mettre les moyens d'acheter au prix du constructible et préfère racheter des terrains agricoles à prix modique pour les bétonner. "Pourquoi privilégier un artisan plutôt qu'un paysan?", questionne le maraîcher. Autre menace sur les terres agricoles : le projet de raccordement de l'autoroute entre Thonon-les-Bains et Machilly. Ce sont 300 ha de terres agricoles qui seraient détruites pour 16 km d'autoroute à deux fois deux voies. Plusieurs associations, ainsi que la commune de Genève, ont déposé un recours contre ce projet, alors que vient juste d'être mis en route le Léman express, RER transfrontalier effectuant sensiblement le même trajet que la future autoroute ! C'est dire combien, sur ce sujet, la France retarde d'une époque.

d'accès à la terre. Les commissions d'attribution des terres préféreront toujours une personne déjà installée à un nouveau ou à une nouvelle, si ce choix se présente pour une reprise.

D'autre part, il y a deux systèmes d'évaluation du prix de la terre : quand on vient d'une famille paysanne dont on reprend la ferme, on paye celle-ci selon sa valeur de rendement. Mais quand on reprend une

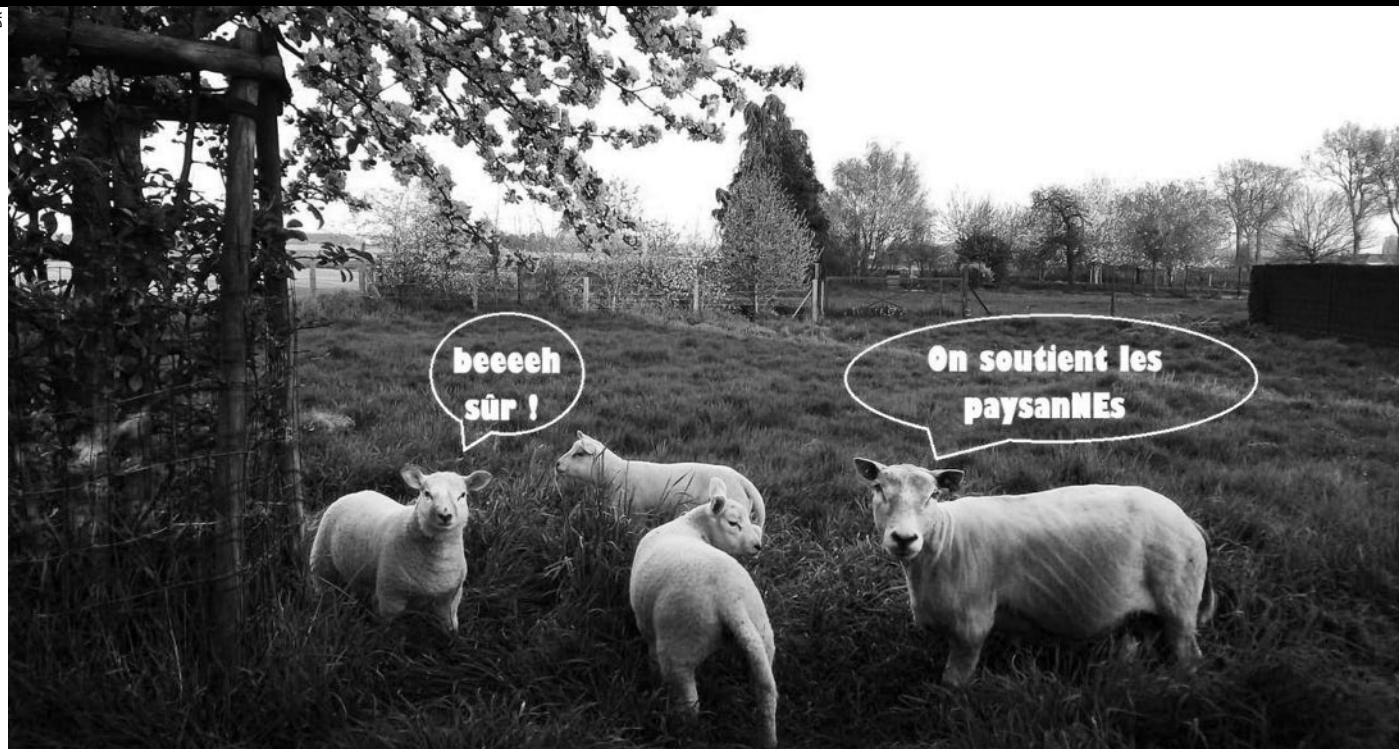
ferme sans être de la famille paysanne, on doit la payer à la valeur du marché. Et entre la valeur de rendement et la valeur du marché, on peut multiplier par 4 ou 5."

Résultat : très souvent, l'installation hors du cadre familial se heurte des obstacles presque insurmontables : reprise de l'actif et du foncier financièrement très lourde, difficulté à organiser le passage de témoin, difficultés d'accès à l'information foncière, etc.

"L'AGRANDISSEMENT DES FERMES EST LA PRINCIPALE FORME D'ACCAPAREMENT DU FONCIER"

La question des accaparements de terres se pose-t-elle en France et en Suisse? Pour Véronique Marchesseau, en France, le problème se fait principalement sentir au sein de la profession agricole elle-même. "Bien sûr, il y a des achats de terres par des personnes d'origine étrangère (Chinoises) ou par des investisseurs (Bolloré) mais l'agrandissement des fermes est la principale forme d'accaparement du foncier. La concentration des moyens de production (dont le foncier) dans un nombre de fermes qui se réduit au fil du temps et des cessations d'activité empêche les terres agricoles de se libérer pour permettre de nouvelles installations. Le modèle agricole dominant et le système économique mondialisé poussent à l'augmentation des volumes produits par personne en imposant une concurrence entre les paysan-nes du monde entier. L'augmentation de la taille des fermes est un des facteurs de maintien de la rentabilité des exploitations qui suivent ce modèle conventionnel."

Berthe Darras et Mathieu Genoud nous expliquent qu'en Suisse, il n'y a "pas vraiment" d'accaparements de terres. "La terre agricole est très protégée en Suisse. Il n'est pas possible aujourd'hui d'avoir accès à du terrain agricole sans être exploitant agricole. L'esprit de la loi est originellement de garantir



l'usage agricole de ces terres et d'éviter la spéculation... La réalité s'en éloigne de plus en plus mais on ne peut pas réellement parler d'accaparement aujourd'hui (sauf des plus grosses qui englobent les plus petites)."

Il semble donc y avoir un discours différent entre les deux syndicats pour désigner une réalité pourtant assez semblable de concentration abusive des terres dans les mains de quelques fermes. L'enjeu réside sans doute dans la définition des "accaparements de terres", qui pour nos ami·es suisses désigne le fait qu'un "investisseur puisse s'accaparer de la terre" alors que la Confédération paysanne en donne une définition plus extensive, qui intègre la manière dont les grosses exploitations privent les petites ou les nouvelles de l'accès à la terre.

"RECONNAÎTRE LE FONCIER COMME COMMUN DE L'HUMANITÉ"

Comment réagissent les syndicats paysans à ces difficultés d'accès à la terre ici en Europe ? En France, les formes de contestation sont multiples, "pour lutter contre les diverses formes d'accaparement des terres agricoles que sont l'agrandissement d'exploitations agricoles, les investissements financiers dans le foncier ou encore l'artificialisation (routes, centres commerciaux, aéroports, décharges, photovoltaïque au sol, etc.), explique Véronique Marchesseau. Cela va des manifestations aux occupations de terrain — les occupations de long terme pouvant se traduire par la mise en place d'une Zad (zone à défendre) —, en passant par l'action juridique. Au niveau national, nous portons, au sein d'une coalition foncière, la nécessité d'une loi foncière permettant la protection du foncier agricole et sa juste répartition. Pour nous, le droit d'usage doit l'emporter sur le droit de propriété. Il est donc nécessaire de reconnaître le foncier comme commun de l'humanité."

"AU-DELÀ DE LA PROPRIÉTÉ, C'EST LA GARANTIE DE DROIT D'USAGE DES TERRES QUE LES PAYSAN·NES RECHERCHENT"

"Ce que nous revendiquons, c'est donner la possibilité aux jeunes et autres néoruraux souhaitant accéder à des terres agricoles de s'organiser dans des structures collectives (association, coopérative, société anonyme (SA), société anonyme à responsabilité limitée (SARL), etc.), expliquent les deux représentantes d'Uniterre. Ce sont ces structures collectives qui doivent être reconnues légalement comme entreprises agricoles, avec les mêmes droits qu'un exploitant à titre individuel. Au-delà de la propriété, c'est la garantie de droit d'usage des terres que ces paysan·es recherchent. La terre devrait appartenir à celles et ceux qui la travaillent ! Car aujourd'hui, il est possible d'avoir son

■ La Confédération paysanne est, depuis 1987, le principal syndicat de défense de l'agriculture paysanne en France. Confédération paysanne, 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél. : 01 43 62 04 04, www.confederationpaysanne.fr

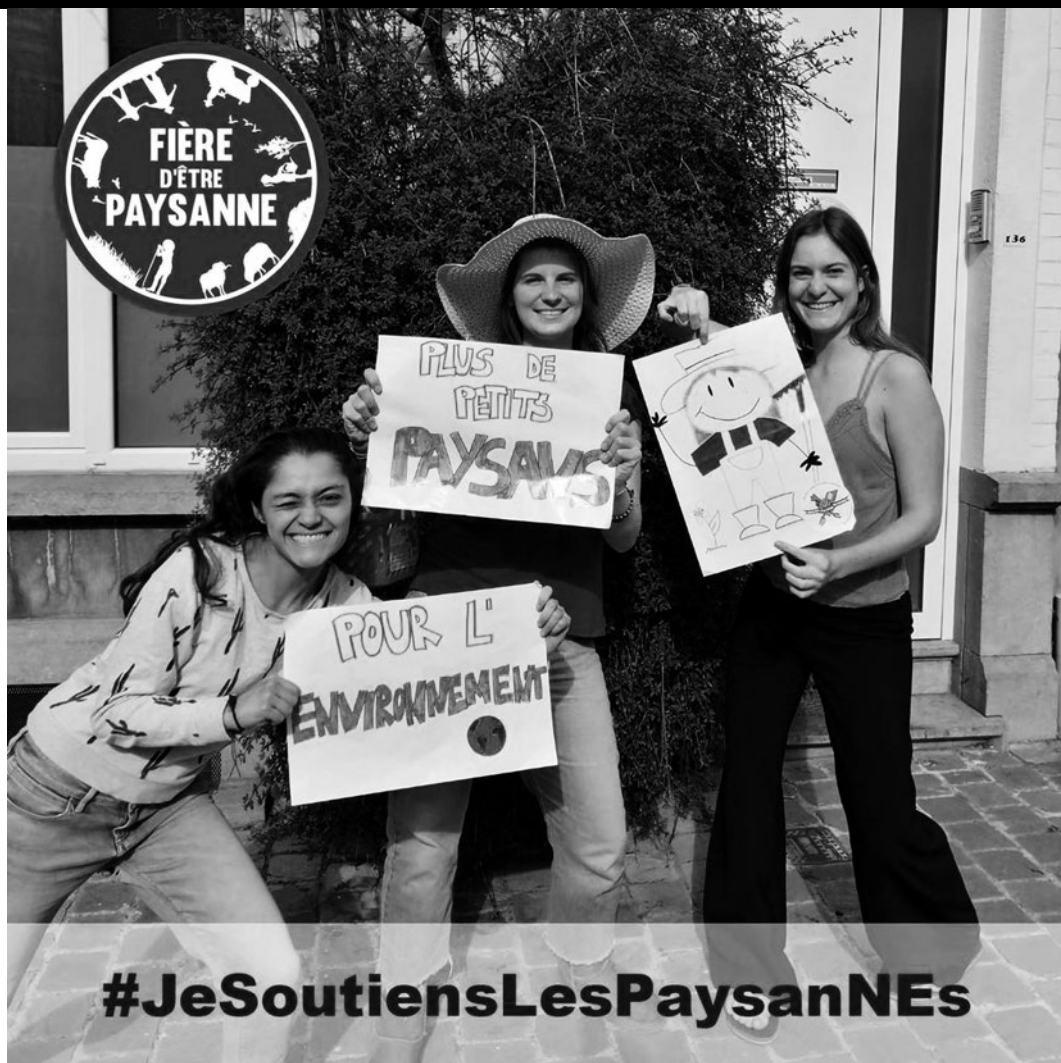
■ Uniterre est une organisation syndicale paysanne établie en Suisse depuis 1951, sous forme associative. Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, tél. : 0041 21 601 74 67, <https://uniterre.ch>

Dans l'Orne, des paysan·nes résistent à un projet de méthaniseur accapareur de terres

Entre Saint-Paterne et Alençon, un projet de méthaniseur est refusé par des paysan·nes qui dénoncent un accaparement de terres agricoles au profit d'un usage énergétique. Selon ses opposant·es, le projet de centrale de production de gaz à partir de la fermentation de déchets végétaux consommerait 29 tonnes de maïs par jour, soit 40 ha de maïs dédié, alors même qu'à cause de la sécheresse, les éleveur·ses ont du mal à nourrir leurs animaux. La Confédération paysanne a organisé une action de protestation fin 2018 sur un monticule de 4 000 tonnes de maïs ensilé pourrissant sur place, en attente d'être méthanisé.

En France, seuls les déchets de cultures alimentaires sont censés être utilisés pour la méthanisation, à la différence de l'Allemagne, où 6 % des terres agricoles sont entièrement dédiées à cette utilisation énergétique plutôt qu'à un usage nourricier. Mais les lois arrivent à être contournées de diverses manières et la SAFER, gendarme du foncier agricole, s'avère impuissante à privilégier les paysan·nes plutôt que les industriels.

➤ Série d'images issue d'une campagne de photos organisée pour faire exister la Journée internationale des luttes paysannes du 17 avril 2020 en plein confinement.



Terre de liens

Depuis 2013, le mouvement *Terre de liens* invente de nouveaux outils pour enrayer la disparition des terres agricoles et faciliter l'accès au foncier agricole de nouvelles installations paysannes. *Terre de liens* mobilise l'investissement des particuliers ainsi que des dons et des legs pour l'achat collectif de fermes, qui sont ensuite louées pour l'installation de projets agroécologiques. Une manière de s'émanciper de la propriété individuelle en redonnant des terres aux paysan·nes.

■ *Terre de liens*,
25 quai André-Reynier,
26400 Crest,
tél. : 09 70 20 31 00,
<https://terredeliens.org>

Pour aller plus loin :

- "Terres collectives",
Silence n° 396, décembre 2011
- "Avec les sans-terre",
Silence n° 405, octobre 2012

exploitation en SA ou SARL mais l'entité doit forcément être au nom de personnes physiques. La reconnaissance de personnes morales n'est pas possible. La prochaine politique agricole sur laquelle nous travaillons actuellement — la politique agricole à partir de 2022 — propose justement cette ouverture à une reconnaissance des personnes morales." Un possible pas en avant... tout en veillant à ce que cette avancée reste strictement réservée à des paysan·nes, sans attirer les investisseurs spéculateurs.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PASSE PAR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Comment les problèmes d'accès au foncier en Europe s'articulent-ils avec la situation d'accaparement de terres dans d'autres pays du monde ? Quelles solidarités sont possibles entre des personnes touchées par ces situations ici et là-bas ? Comme de nombreux syndicats paysans de par le monde, la *Confédération paysanne* fait partie du mouvement *Via Campesina*. "Défendre l'accès au foncier pour toutes les paysan·nes est un des combats majeurs de ce mouvement. Cela fait partie des droits recensés dans la 'Déclaration des droits des paysans' que l'assemblée générale de l'ONU a adoptée fin 2018, après 17 années de lutte, poursuit Véronique

Marchesseau. Nos revendications pour la souveraineté alimentaire s'opposent de fait à l'accaparement des terres. Reconnaître comme un droit incontournable la possibilité pour chaque peuple de choisir son alimentation et de se donner les moyens de la produire localement est incompatible avec le fait que des personnes privées ou morales s'approprient le droit d'utiliser les terres agricoles à des fins d'enrichissement personnel."

Pour Berthe Darras et Mathieu Genoud, "la Suisse abrite la plus grande concentration d'entreprises de négoce en matières premières (à Genève) et les sièges de nombreuses multinationales actives dans l'accaparement des terres dans le monde. Ces sociétés bénéficient d'un cadre juridique et fiscal très favorable pour mener à bien ces usurpations. Disons que l'accaparement de terres est 'externalisé' en Suisse au profit aussi du secteur agroalimentaire industriel (2). Ainsi, la Suisse 'protège' les surfaces agricoles de son territoire, tout en favorisant la disparition des paysan·nes et des terres agricoles hors de ses frontières (3)." Comme son cousin français, le syndicat suisse défend "la souveraineté alimentaire, seule à même de répondre aux défis futurs".

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

(2) Dont l'un des fleurons et leaders, Nestlé, est basé à Vevey.

(3) C'est ce que confirme l'Office fédéral pour l'environnement (Ofev) dans son rapport 2020. Selon lui, la Suisse se distingue par "une utilisation modeste de ses propres ressources par rapport à un produit intérieur brut élevé". Le pays "dépasse de plus de trois fois la capacité de régénération de l'environnement. Les trois quarts de son impact environnemental total sont produits aujourd'hui à l'étranger, où ils portent atteinte au climat, à la biodiversité et à la disponibilité en eau".



▲ Passage de la marche mondiale Jai Jagat à Vidisha dans le Madhya Pradesh.

Après septembre 2020, *Jai Jagat* continue !

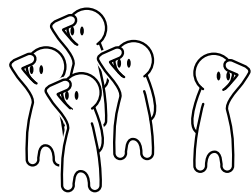
À l'heure où ce numéro est bouclé, voici les rendez-vous prévus après septembre 2020 autour de *Jai Jagat*.

- **Le 2 octobre 2020 à Genève**, journée de rencontres pour une économie gandhienne écologique et non-violente. Journée ouverte au public avec la participation (sous réserve) de Olivier de Schutter, Isabelle Delannoy, Patrick Viveret, ainsi que des marcheuses de *Jai Jagat*, dont Rajagopal, sur place ou en ligne. La veille, le 1^{er} octobre, un séminaire en ligne (webinaire) est organisé par le réseau *Jai Jagat* pour imaginer un monde non-violent. Le lieu, les horaires et les détails sont à préciser en allant sur le site de l'association *Jai Jagat Genève*, <https://jaijagatgeneve.ch>.
- **Le 10 décembre 2020 à Genève**, Journée internationale des Droits Humains, réunion (sous réserve) des différents collectifs impliqués pour décider de la suite de la campagne *Jai Jagat* dans les années à venir. Des objectifs et un agenda sont envisagés pour un suivi jusqu'en 2030.
- **Du 1^{er} au 31 juillet 2021 en Belgique**, la marche "de ferme en ferme" prévue en 2020 devrait être reportée d'un an. Démarrant à Bruxelles, elle s'arrêtera à Avioth (près de Verdun, en France) et traversera 30 communes, notamment Leuven et Namur. Précisions et confirmation de cette initiative sur le site du collectif *Jai Jagat Belgique*, www.jaijagat.be.
- **En 2021, la suite de la marche mondiale ?** La reprise de la marche mondiale Delhi-Genève arrêtée en Arménie en mars 2020 par la Covid-19 est à ce jour envisagée.

Ces événements se tiendront sous réserve de leur non-annulation due à la situation sanitaire. D'autres événements devraient avoir lieu en France, Suisse et Belgique notamment. Nous vous invitons à continuer à vous tenir au courant sur les sites internet des différents collectifs. En plus de ceux déjà cités plus haut, pour la France, vous pouvez vous renseigner auprès du collectif Lyon-Genève en écrivant au *MAN-Lyon* au 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, ou à lyongeneve2020@nonviolence.fr. Ou encore sur www.sol-asso.fr/jai-jagat-2020.

Et pour rappel, en septembre 2020...

Le 26 septembre à Genève, un grand rassemblement informel a lieu sur la plaine de Plainpalais à l'initiative de *Jai Jagat Genève* avec *Alternatiba Léman* et *The Meal*. Des membres de la marche mondiale partie de Delhi en octobre 2019 sont présentes. Différentes marches convergent : celle partie de Guérande le 30 juillet et passant par Digoïn, Cluny, Mâcon et Bourg-en-Bresse notamment ; celle partie de Lyon le 12 septembre et passant notamment par Montluel et Nantua. Et enfin (sous réserve) celle de Lons-le-Saunier.



À Lille, précaires et habitant·es se battent pour préserver une immense friche urbaine

Au cœur de Lille la friche Saint-Sauveur, devenue une Zap, "zone à protéger", est menacée par un projet de nouveau quartier.



Malik, 27 ans. Il est difficile de se laver sur le campement car il n'y a ni eau courante, ni électricité.

Le vaste terrain, propriété de la ville et de la Métropole européenne de Lille (MEL), fait l'objet, depuis 2016, d'un rapport de force avec des collectifs d'habitant·es, dont le très actif *Fête la friche*. Fin 2018, deux associations – *Aspi* et *Parc* – ont obtenu de la justice administrative le gel du projet de nouveau quartier voulu à cet endroit par les collectivités. Devenue "zone à protéger" (Zap), la friche Saint-Sauveur et ses vingt-trois hectares incarnent les enjeux lillois de la préservation de la nature en ville, dans une commune en manque de végétation comme de logements. Depuis quelques mois, des sans-papiers et des sans domicile fixe y organisent leur quotidien. Entre protection des personnes et de la nature, plusieurs causes cohabitent dans cette zone unique en son genre.

Depuis trois jours, Diallo fabrique sa cabane avec des bouts de bois et de palettes. Avant, il occupait un squat ironiquement baptisé "cinq étoiles". L'endroit, situé à deux pas, abritait quelques deux cents hommes exilés.

Après son évacuation brutale en juin 2019, Diallo s'est retrouvé à la rue.

Depuis la création fin janvier 2020 du collectif *Les Habitants associés*, les habitant·es de la friche et leurs soutiens s'organisent pour améliorer les conditions de vie sur le campement. Une réunion se tient pour discuter des préoccupations et des besoins de chacun·e. "Il faut parler du problème des toxiques", dit d'emblée Basko, 48 ans. Les "consommateurs", comme les désignent les bénévoles, vivent dans un abri, un peu à l'écart. Incarcéré pendant trois ans, Basko a rejoint la friche pendant le confinement.

"Nous sommes toujours là et c'est un petit miracle"

Kamel invite plusieurs fois de jeunes sans-papiers à débattre. "Il y a autant de friches que d'habitants de la friche", dit-il en les regardant. Il y a une frontière entre ceux qui sont ici et qui n'ont pas d'autres choix et les autres." Jusqu'à présent, l'occupation de la friche n'a pas été dérangée par les autorités locales. Dès le début de l'occupation en 2016, les activistes y ont organisé des concerts, terminé quelques marches pour le climat.

On quitte la terre ocre de la friche pour l'herbe grasse du parc du Belvédère. Depuis novembre 2019, un pont en bois relie le village à la partie la plus végétalisée du site. "J'espère qu'ils ne vont pas construire", dit Mylène, 34 ans. Une vue aussi dégagée, ce n'est pas dans toutes les villes que tu vois ça. "On a tendance à nous faire croire que c'est mal fréquenté", dit Christophe. Si c'était le cas, je n'y viendrais pas avec ma fille de trois ans." L'insouciance qui flotte au milieu des herbes hautes contraste avec l'urgence d'améliorer son abri de l'autre côté de la friche.

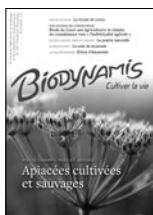
La fin des mises à l'abri liées à la pandémie pourrait attirer de nouvelles personnes, pressentent les habitant·es de la friche et les associations, amené·es à penser ensemble le défi de la cohabitation qui se dessine entre les personnes, les causes et la nature. Camille affiche son optimisme : "L'altérité de la nature nous permet de respecter la nôtre."

En partenariat avec: www.reporterre.net

Reporterre
le quotidien de l'écologie

Médias

♦ **Biodynamis**, printemps 2020, n°109, 7 €. La revue trimestrielle de l'agriculture, du jardinage et de l'alimentation biodynamiques renouvelle sa maquette et s'agrandit pour passer en format A4. Au fil de ses 64 pages aérées et en couleur on découvre des gestes de base, des témoignages inspirants, des recettes, des études des fondamentaux, des regards sur l'actualité et sur les livres, des infos et annonces diverses du réseau biodynamique, etc. La revue s'adresse tant aux personnes expérimentées qu'aux débutantes. Le tout avec une vision globale de l'humain lié à la nature, à la terre et à l'univers.



♦ **L'Âge de Faire**, n°152, juin 2020, 2 €. Dans ce numéro consacré au nucléaire, on trouve aussi une carte des terres en transition en Île-de-France : le projet CARMA Carte, qui promeut la transition écologique en valorisant les projets agricoles tournés vers la population, l'écoconstruction, les énergies renouvelables. Une carte intéressante sur laquelle on retrouve le Triangle de Gonesse (dans la catégorie "terres à sauver"), les jardins partagés, les AMAP ou encore les terres cultivées en "agriculture de proximité".



♦ **Symbioses**, n°126, le magazine de l'éducation relative à l'environnement, deuxième trimestre 2020, 4 €. Symbioses est le bulletin trimestriel d'ASBL Réseau Idée, un réseau d'information et de diffusion en éducation à l'environnement belge. On a particulièrement apprécié ce numéro très concret qui propose des ateliers pour atteindre le zéro déchet à l'école. Prochain atelier de chimie, fabriquer des emballages en cire d'abeille?



Bilan financier 2019 : un déficit limité par de nombreuses initiatives

Résultat d'exploitation 2019 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2017	2018	2019	Produits	2017	2018	2019
Achats de livres	0	1	5	Ventes de livres	2	2	7
Achats imprimerie	36	39	35	Revues vendues	170	184	175
Photocopies	2	2	1	Variation stocks	-3	-1	0
Maquettiste	10	10	11				
Affranchissements	4	4	7	Aides	11	13	20
Routage	33	31	31				
Achats et charges externes	16	16	14	Reprise provision stocks	3	2	1
Salaires et charges sociales	111	105	108	Soutiens et dons	7	28	7
Stocks	2	1	1				
Taxe d'apprentissage-Formation	1	1	1	Reprise prov. anter except	21		
				Reprise creance financière		27	
Excédent/Perte	-4	45	-4				
Total charges	211	255	210	Total produits	211	255	210

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2019 (en milliers d'euros)

Actifs	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
Investissements	3	2	1	Fonds associatif	49	45	90
Stocks	4	3	3	Excédent / perte	-4	45	-4
				Total Fonds propres	45	90	86
Titres participation	24	24	55				
Créances diverses	10	40	3				
Abonnés, etc.	9	8	8				
				Fournisseurs	14	10	8
Trésorerie	69	88	85				
				Frais dus au personnel	19	13	11
Charges avancées	4	4		Produits avancés	45	56	47
Total actif	123	169	155	Total passif	123	169	155

C'est un peu décalé de vous présenter le bilan financier arrêté au 31 décembre 2019, alors que la crise du Covid-19 est venue tout chambouler quelques mois plus tard, mais c'est le jeu des bilans comptables et de leur temporalité. L'assemblée générale de l'association *Silence* s'est tenue dans une configuration minimale le 13 juin 2020 pour approuver les comptes et renouveler les différents bureaux, au local de la revue, en présence d'une dizaine d'adhérents, tout en respectant les gestes barrières.

Après le souffle donné par notre campagne de financement participatif, la revue finit l'année avec un déficit de 4 000 €. Du côté des éléments positifs, hormis la parution régulière de la revue, nous avons pu nous appuyer cette année sur les ventes du livre *L'Insolente, dialogues avec Pinar Selek*, de Guillaume Gamblin. Notre engagement auprès du projet *Jai Jagat* nous a valu une subvention de *Non-Violence XXI* pour participer à la médiatisation de cette marche mondiale pour la justice et la paix. Nous continuons à réduire nos frais fixes comme nous le pouvons, ce qui nous a notamment amené à changer d'imprimeur. Nos pages sont désormais confiées à l'*Imprimerie Notre-Dame*.

Malheureusement, les ventes de la revue fluctuent, aussi bien du côté du nombre d'abonnés que chez les dépositaires. En décembre 2018, 3 774 personnes étaient abonnées, contre 3 370 en juin 2020. On constate toutefois une légère hausse continue des abonnements, sur une période de 6 mois, de l'été 2019 à mars 2020. Suffira-t-elle à installer une tendance durable ?

Les projets conduits en 2019 (livre, interventions, nouveau site internet, etc.) semblent porter leurs fruits et offrir à *Silence* un regain de visibilité. Comme pour tout le monde, la crise liée au Covid-19 a mis un frein à nos élans. Elle a provoqué la fermeture de nombreux points de vente de nos numéros, notamment des librairies, ainsi que l'annulation d'une cinquantaine de festivals, foires et fêtes diverses sur toute la France, où nous avons habituellement des stands tenus par des bénévoles. Mais la solidarité qui nous a été exprimée, notamment l'attachement à une revue papier qui affirme sans loupoyer son engagement pour une écologie sociale résolument décroissante, nous a fait chaud au cœur. Nous repartons en cette rentrée 2020 avec l'envie toujours renouvelée de nous appuyer sur un tissu associatif fort et des partenaires qui ont du sens afin de continuer à construire ensemble une véritable écologie transformatrice.

Agriculture



» Agriculture sociale et thérapeutique

Beaucoup de demandes mais peu de places

L'agriculture sociale et thérapeutique regroupe des fermes ou des entreprises qui pratiquent le maraîchage, l'élevage, l'entretien d'espaces verts, etc., tout en accueillant des personnes se trouvant dans des situations de fragilité diverses : adultes ou enfants en situation de déficience intellectuelle ou de handicap, primo-arrivants, personnes touchant le RSA, sortant de prison, etc., dans des formules allant du séjour à la journée ou à la semaine, à des contrats

d'insertion professionnelle. Le réseau *Astra* qui fédère les actrices de cet univers en Auvergne-Rhône-Alpes, a mené une enquête auprès de ses membres. La principale conclusion est le manque de lieux et de places d'accueil. Le nombre de personnes désireuses de se lancer dans de tels projets augmente, mais deux choses freinent cet élan : d'une part le manque d'outils pour mettre en lien les structures qui cherchent des lieux et celles qui veulent accueillir des personnes dans

leur ferme. D'autre part l'absence d'harmonisation entre les structures, qui mettent chacune en place leur mode de fonctionnement (convention, suivi, critères, etc.) et leur grille tarifaire. Le résultat est une complexité difficile à appréhender. Le réseau *Astra* réfléchit à la manière de mettre en place des outils pour répondre à cela.

♦ *Astra, ESAT Le Habert, Lieu dit Les Perretes, 73670 Entremont-le-Vieux, www.reseau-astra.org, reseau.astra@gmail.com.*



Quand SpaceX s'envoie en l'air...

À grand renfort de *prime times* et bénéficiant d'une large médiatisation, le décollage de la fusée développée par la société SpaceX dirigée par Elon Musk est présenté comme l'équivalent d'un petit pas pour l'humain. Mais est-ce un pas de géant pour l'humanité ?

La force d'une idéologie est d'entretenir ses mythes fondateurs et d'engendrer du consentement. La conquête de l'Ouest précède donc celle de Mars. Elon Musk a remplacé John Wayne mais l'objectif demeure inchangé. SpaceX est l'outil rêvé permettant de coloniser l'imaginaire. Chaque décollage amplifie l'irréalité d'un monde sans limite, réussissant même à s'arracher à l'apesanteur terrestre en revisitant le mythe d'Icare.

La conquête spatiale, motivée par une quête sans fin de savoir et de découvertes, n'est nullement la motivation de la société SpaceX. Très prosaïquement, celle-ci envisage de multiplier les vols lunaires réservés à quelques milliardaires impénitents.

Parce qu'ailleurs n'est jamais assez loin, les riches, après avoir détruit la planète, se préparent à prendre un peu de hauteur afin de contempler le désastre.

L'enjeu ne réside peut-être même plus dans le bilan énergétique de ces quelques vols habitables. Transpercer l'atmosphère, c'est adresser un seul et unique message : notre planète est trop petite pour les appétits destructivistes de ces enfants gâtés de la mondialisation à l'égo surdimensionné. À l'heure du crime



climatique, ces pulsions démiurgiques valent mieux que de longs discours alambiqués de certains climatosceptiques. Elles reflètent un état d'esprit conquérant, renvoyant les écologistes à leurs peurs millénaristes, supposées infondées. Rien ni personne ne doit empêcher cette longue marche vers l'abîme.

Fusées, satellites et gadgets connectés

Mais ce lancement surmédiatisé est finalement l'arbre qui cache la forêt. Patiemment, la société privée d'Elon Musk s'attèle à saturer le ciel de centaines (et demain milliers !) de satellites supposés apporter le progrès que tout le monde attendait... une connexion haut débit partout, tout le temps. Quand les riches s'envoient en l'air, le bas peuple est invité à les admirer sur son portable dernière génération... Peu importe que ces satellites *Starlink*, très lumineux, finissent par remplacer les étoiles et éteindre la nuit. Peu importe que cet internet satellitaire accroisse encore

et toujours le smog électromagnétique.

Peu importe car les *happy few* de la *Silicon Valley* se contre-fichent de ce que peut penser cette humanité arriérée. Ils ont depuis longtemps renoncé à faire société et préfèrent rêver de Mars et d'immortalité. Et nous les laissons faire. Pire, nous les regardons avec envie. Et cette attitude en dit long sur notre degré d'aliénation au système destructiviste.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Des enfants et des arbres



Marie-France Barrier a réalisé le film *Le temps des arbres*, qui nous fait partir à la rencontre de forestier-es, d'éleveur-es, de vigneron-es, d'ins-titutrices, de médecins ou de simples citoyen-es qui ont mis l'arbre au cœur de leur vie et de leurs métiers. Pour donner une suite à ce film et poursuivre les relations qui se sont nouées pendant le tournage, la réalisatrice a créé début 2020 l'association *Des enfants et des arbres* pour inviter chaque année des milliers de collégien-es à planter des arbres chez des agricult-rices de leur département. Au menu : découverte de la ferme, des bons gestes, et plantation de 180 à 200 arbres avec tuteurs et protections.

♦ Informations : <https://desenfantsetdesarbres.org>, contact@desenfantsetdesarbres.org.

» Rhône

Contre un projet de poulailler géant

La commune de Chambost-Longessaigne, dans les Monts du lyonnais, compte un millier d'habitant-es et un poulailler de 25 000 poules. Mais ce n'est pas assez pour l'industriel qui exploite cet élevage et qui prévoit de construire une extension pour arriver à 69 000 volailles, soit 483 000 poulets engraisés chaque année dans des conditions de concentration d'environ 1 m² pour 21 bêtes. De nombreux habitant-es de la région s'opposent à cette usine à poulets, et une pétition a recueilli plus de 65 000 signatures au printemps 2020. La réaction du président de la Chambre d'agriculture est ferme : *"Je condamne... ce phénomène de réseaux, qui amplifie des choses qui n'ont pas lieu d'être"*, affirme-t-il à la presse locale en parlant de la pétition. Sans commentaire.

♦ Pour se tenir informé-es de la mobilisation contre ce grand projet inutile, on peut contacter La Ruche de l'écologie, La Tuilerie, 69770 Montrottier, tél. : 04 74 70 18 71.



» Rouen

Lubrizol, un an après, l'enquête commence !

Le 26 septembre 2019, 10 000 tonnes de produits chimiques de l'usine Lubrizol, à Rouen, sont parties en fumée. Le nuage toxique a été décelé jusqu'en Belgique. À l'époque, les autorités se sont voulues rassurantes. Les ministres ont défilé pour rassurer la population. Mais dans les faits, rien n'est moins sûr. Une commission d'enquête a été mise en place par le Sénat et dirigée par Hervé Maurey. Les conclusions de l'enquête ont été rendues le 9 juin 2020. Pour le sénateur, *"Il faut améliorer la culture du risque, qui est lacunaire en France, que ce soit sur les risques naturels ou technologiques. (...) À l'usine Lubrizol, il y avait des mises en demeure qui n'ont pas été suivies d'effets. On l'a découvert après. Cela nécessite que le contrôle soit plus efficace et les sanctions soient plus fortes (...) Il est nécessaire d'améliorer la coordination entre l'État et les collectivités locales qui ne sont pas informées de la vie de ces sites Seveso".* Et comme maintenant, il est trop tard : *"Il faut un suivi sanitaire beaucoup plus pertinent que celui qui est fait par le gouvernement actuellement. Même si heureusement il n'y a pas eu de blessés et de morts, on appelle à effectuer un véritable suivi épidémiologique d'un échantillon représentatif des acteurs de cet événement, et que des registres de morbidité soient constitués pour voir si des pathologies évoluent et si la catastrophe a eu des effets à moyen et long termes".*

Le rapport montre l'inefficacité des mesures de protection concernant les sites dangereux de type Seveso. Les sirènes, quand elles ont été entendues, n'ont pas provoqué la réaction

adéquate, la population n'ayant pas compris ce que cela signifiait. Les maires n'ont été informés par la préfecture que quatorze heures après le début de l'incendie... alors que le nuage toxique était déjà passé. Le 11 octobre 2019, le ministère de l'Agriculture a levé l'interdiction de la vente de lait sur le trajet du nuage... alors que les analyses du lait n'avaient toujours pas été faites. Les analyses de sol ont été très peu utiles : des échantillons ont été perdus, d'autres se sont avérés inexploitablement. Elisabeth Borne, ministre de la Transition énergétique, a bien annoncé un doublement des contrôles des installations Seveso d'ici 2022... Mais Hervé Maurey constate qu'en réalité, ces contrôles ont été divisés par deux en quinze ans. Bref, l'État se fiche tellement des conséquences de l'accident que l'enquête de santé n'a commencé qu'en août 2020. Elle porte sur un échantillon de 5 300 personnes (4 100 adultes et 1 200 enfants) réparties sur 122 communes. Résultats annoncés pour début 2021. En attendant, les Rouennais-es ont bien respiré des fumées toxiques et les odeurs persistent encore dans de nombreux quartiers et dans les communes voisines (notamment à Petit-Quevilly, commune où se trouve l'usine). Aucune décontamination n'a été tentée. *Atmo Normandie*, qui contrôle la qualité de l'air, confirme continuer à recevoir des appels de personnes qui se plaignent des odeurs.

(Sources : L'Éveil, 5 juin 2020, Le Monde, 5 juin 2020, Le Canard enchaîné, 8 juin 2020)

» Ardèche

La basilique de la discorde

La résistance s'organise dans le village de Saint-Pierre-du-Colombier contre le projet mené par la *Famille missionnaire Notre-Dame* de construction en cours d'une basilique de 3 500 places et de 50 mètres de hauteur, avec bâtiments annexes et parking, bétonnant 35 000 m². Les inquiétudes ne portent pas sur l'aspect religieux en soi, mais notamment sur la biodiversité. En parallèle, les opposant-es soulignent les aspects sexistes, homophobes, antisémites de ce mouvement proche de l'extrême droite. L'autorisation de construire a été accordée avec une procédure dérogatoire dispensant ses entrepreneurs de fournir une étude d'impact environnemental. Leur dossier spécifie ainsi que le projet n'est pas situé dans un Parc naturel régional, ce qui est faux. Les opposant-es dénoncent l'absence de consultation locale, le bétonnage des rives de la Bourges et les menaces sur ses espèces protégées, la destruction paysagère et le trafic routier qui sera engendré. Par ailleurs, le projet est financé par 17 millions d'euros de dons privés dont les deux tiers seront remboursés en crédit d'impôt, ce qui équivaut à un financement public. Après avoir tenté l'installation d'une ZAD en juin 2020, la lutte continue contre ce projet destructeur, notamment au travers de pourparlers avec la préfète, Françoise Souliman.

♦ Contact : <https://stop.basilique.org>

Quelles suites pour la convention citoyenne ?

Le 21 juin 2020, après sept sessions, la Convention citoyenne pour le climat a rendu un rapport faisant 150 propositions pour que la France respecte l'Accord de Paris de 2015. Ce sont 150 personnes choisies au hasard selon un panel représentatif, qui, après avoir entendu des expert-es, devaient proposer des mesures permettant d'atteindre une baisse de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, avec un souci de justice sociale. Il en ressort un catalogue de bonnes intentions comme la limitation des effets néfastes du transport aérien, le développement du vrac et de la consigne de verre dans les magasins ou l'incitation à la restauration collective à proposer des menus végétariens. D'autres propositions sont plus engageantes, comme l'interdiction du trafic aérien sur les vols intérieurs, l'interdiction de la création de nouvelles zones commerciales périurbaines ou encore 50 % d'agriculture bio d'ici 2040. D'autres propositions relèvent de la fuite en avant, comme le soutien à la recherche pour le développement d'une filière agrocarburants pour les avions. Certains sujets brillent enfin par leur absence : rien sur la taxe carbone pourtant à l'origine des Gilets jaunes. Rien sur la place du nucléaire (ou pas). Pas de débat sur la possibilité de sortir de la "croissance verte" pour aller vers une société de sobriété.

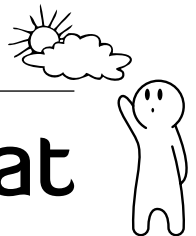
On pourra noter que de nombreuses propositions sont déjà présentes dans des lois actuelles (comme la baisse de l'usage des pesticides, les bâtiments à énergie positive...), mais que ces lois ne sont pas toujours appliquées. La convention ne semble pas s'être interrogée sur ce décalage entre les débats politiques, le vote des lois, et l'oubli des décrets d'application, puis le manque de budget pour les faire appliquer.

Emmanuel Macron a indiqué vouloir organiser un référendum sur certains points. Ce n'était pas une demande de la Convention citoyenne. Il a utilisé trois "jokers" pour retoquer certaines propositions, certainement les propositions les plus prometteuses pour l'écologie sociale : la réécriture du préambule de la Constitution, qui risquerait, selon lui, de "placer la protection de l'environnement au-dessus des libertés publiques", la limitation de la vitesse à 110 km/heure sur les autoroutes, qui "cristalliserait les tensions au détriment des autres mesures" et la taxe de 4 % sur les dividendes pour les entreprises qui en versent plus de 10 millions par an. Le président a annoncé l'élaboration d'un projet de loi d'ici la fin de l'été qui rassemblera certaines de ces mesures... On attend de voir, mais sans grands espoirs malheureusement, tant ce gouvernement privilégie le libéralisme et les grandes firmes depuis le début de son mandat.

Climat

Douze mois doux ou chauds consécutifs !

En France, de juin 2019 à mai 2020, chaque mois a vu sa moyenne des températures dépasser la normale calculée sur la période 1981-2010. Par exemple, au mois de juin 2019, la moyenne mensuelle des températures a été de 20,1 degrés, contre 18,3 degré pour la moyenne mensuelle "normale" d'un mois de juin "ordinaire" (en prenant tous les mois de juin, de 1981 à 2010). C'est la première fois que l'on constate autant de mois consécutifs avec des températures supérieures aux normales. En 2018, on avait eu 9 mois consécutifs plus doux ou plus chauds que la normale (d'avril à décembre inclus), en 2017, 7 mois doux ou chauds, ainsi qu'en 2003. Le changement climatique se voit à travers une tendance à la hausse des températures moyennes, d'une année à l'autre, mais il se voit aussi avec une tendance à la hausse du nombre de mois "plus chauds" ou "plus doux" que la normale au fil des ans. Christian David. Source : *Météo-France*.



Baisse de la consommation mondiale d'énergie

Cela devrait être une grande première : suite à l'épidémie de Covid-19, notre consommation d'énergie dans le monde devrait baisser en 2020. Selon les estimations de l'AIE, Agence internationale de l'énergie, réalisées début mai 2020, elle pourrait diminuer de 6 %, voire jusqu'à 10 % dans les grands pays consommateurs. La consommation d'électricité pourrait elle baisser de 5 %, la plus grande baisse depuis la crise de 1929. C'est le pétrole qui baisserait le plus (-9 %), devant le charbon (-7 %), le gaz naturel (-4 %), le nucléaire (-2 %). Seules les énergies renouvelables resteraient légèrement à la hausse (+1 %).

Conséquence pour le climat : une baisse inédite des émissions de CO₂ qui pourrait atteindre 8 %. Même s'il s'agit d'une situation de crise, il est quand même important de savoir que c'est possible.

L'hydrogène comme moyen de stockage des énergies renouvelables ?

Le gouvernement allemand a adopté le 10 juin 2020 un plan national de conversion à l'hydrogène. Il s'agit de développer les capacités de production d'hydrogène à partir de l'énergie fournie par les installations renouvelables, avec comme objectif une puissance d'hydrolyse de 5000 MW en 2030 et 10 000 MW en 2040 (l'hydrolyse consiste à dissocier les composants de l'eau (hydrogène et oxygène) avec un procédé électrique).



Lorsque l'hydrolyse est réalisée à partir d'électricité d'origine renouvelable, il n'y a pas de production de gaz à effet de serre. La production d'hydrogène doit permettre de stocker de l'énergie quand la production est trop importante, pour la restituer quand il y a un manque (on parle d'un vecteur d'énergie). Elle peut aussi servir à remplacer les carburants liquides dans des domaines comme le transport, où le passage à l'électricité n'est pas possible. Des bus circulent déjà alimentés à l'hydrogène, mais pour le moment celui-ci provient de centrales au gaz.

Ce vecteur d'énergie pourrait compléter d'autres modes de stockages (doubles barrages ou Step, batteries). Mais il a aussi ses inconvénients : pour le moment, son coût de production est élevé et les contraintes de sûreté sont importantes (l'hydrogène est un puissant explosif).

Si l'Allemagne diversifie ses ressources énergétiques et mise maintenant sur le 100 % d'énergies renouvelables, elle n'a pas encore pris d'engagement pour une baisse globale de sa consommation d'énergie. Produire de l'énergie "propre" et consommer toujours plus, c'est aussi poursuivre la consommation de matériaux et donc le pillage de la planète. Un nouveau pas à franchir ?

♦ Voir aussi "L'aberration de la voiture à hydrogène en 10 arguments simples, Silence n°474, janvier 2019.



Nucléaire

La Cour des comptes a des doutes sur le financement du démantèlement

Dans un rapport rendu le 4 mars 2020, les magistrats de la Cour des Comptes mettent en doute les données avancées par EDF et Orano concernant le coût du démantèlement des réacteurs actuels. Selon les deux exploitants, les coûts devraient s'élever à 46,4 milliards, avec un démantèlement qui durerait un siècle. Rien qu'en lisant les données fournies, les magistrats ont relevé des omissions portant sur 7 milliards pour EDF et 1 milliard pour Orano. Mais surtout la Cour des Comptes s'est penchée sur les démantèlements actuellement engagés : elle constate qu'entre 2013 et 2018, les devis sur les chantiers de réacteurs arrêtés ont quasiment doublé.

Fessenheim, c'est fini !



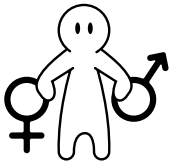
Le 30 juin 2020, la centrale nucléaire de Fessenheim s'est définitivement arrêtée. Cette fermeture intervient après plus de 50 ans de mobilisation en Alsace puis partout en France, ainsi que dans les pays riverains. L'Alsace peut enfin tourner la page du nucléaire et envisager l'avenir avec plus de sérénité. La centrale est située en zone sismique et inondable, en contrebas du grand canal d'Alsace. La prolongation de son fonctionnement n'aurait pu se faire sans risques, les cuves des réacteurs, affectées de

défauts, n'étant ni remplaçables ni réparables. Tout en prétendant que Fessenheim était sûre, EDF n'a pas présenté de dossier qui aurait pu attester qu'elle était à même de continuer à fonctionner. Pour le Réseau sortir du nucléaire, il est donc choquant qu'EDF ait obtenu de l'État une indemnisation colossale pour cette fermeture, sur le postulat infondé que la centrale aurait pu fonctionner jusqu'en 2041. Il faut maintenant rester vigilant-es quant aux risques qui perdureront tant que le combustible usé restera sur le site et aux conditions du démantèlement.

» Fukushima

Entêtement nucléaire

En 1993 ont commencé les travaux d'une usine de retraitement similaire à celle de La Hague en France : l'usine de Rokkashô-Mura. À cette époque, les compagnies électriques envisageaient un développement de la filière surgénératrice dont le plutonium aurait été obtenu par cette usine. Mais entre-temps, la surgénération a été abandonnée (comme en France) et l'accident de Fukushima a considérablement réduit l'avenir de la filière nucléaire classique. Cette usine n'a toujours pas fonctionné, après 27 ans de chantier. 25 milliards d'euros ont déjà été dépensés et malgré cela les procédures administratives se poursuivent pour arriver à la démarrer. La production de plutonium n'a plus aucun intérêt sauf à envisager que le Japon veuille se doter de l'arme atomique...



Généraliser et politiser le soin pour survivre à l'après-confinement

La crise sanitaire que nous sommes en train de traverser a permis de rendre visible le travail de celles et ceux qui sont d'ordinaire invisibilisé·es, qui se sont retrouvé·es en première ligne face à la pandémie. C'est notamment le cas de celles — une très grande majorité de femmes — qui effectuent les métiers du soin, indispensables à la survie de milliers de personnes : les infirmières, aides à domicile, assistantes maternelles, couturières, aide-soignantes, caissières, agentes d'entretien. Elles ont dû continuer à travailler dans des conditions sanitaires indignes, sans matériel de protection adéquat. J'ai interrogé Corinne, aide à domicile dans une commune rurale du Tarn, qui a choisi de continuer à travailler pendant le confinement, malgré le manque d'équipement : *"Il y avait les personnes les plus vulnérables à continuer à faire manger, à faire bouger... On a maintenu un service minimum. On m'a demandé au début du confinement si je voulais continuer à travailler en ne gardant que les personnes les plus dépendantes et j'ai accepté"*. Que seraient devenues ces personnes si Corinne n'avait pas assuré leurs soins par sa présence quotidienne à leurs côtés ?

Il n'y a pas de qualité innée propre aux femmes

Nous devons dorénavant prêter attention à toutes ces personnes qui assurent notre survie, majoritairement femmes et racisées, dans les villes comme dans les campagnes. Les écoféminismes visent à repolitiser les tâches de soin à la manière dont Émilie Hache invite à *"dénaturaliser [...] ce travail, changer de perception, de culture, à l'égard de tous ces gestes qui font littéralement tenir le monde, de les écologiser, les politiser, changer de paradigme"* (Reclaim, éd. Cambourakis, 2016). Le *care* (soin) ainsi considéré devient une structure politique qui doit être portée par toutes et tous les membres de la société. Il n'est plus une "qualité" innée propre aux femmes, qui selon une vision essentialiste seraient douces et attentives. Aujourd'hui, ce sont effectivement les femmes qui prennent soin de leurs proches au domicile, en effectuant toujours la plus grande partie du travail domestique (cuisine, linge, courses, ménage) et en assurant le rôle d'aïdantes auprès de leurs proches (visites en Ephad, aide au transport, appels téléphoniques réguliers).



Se soucier et prendre soin d'autrui est vital, car nous sommes vulnérables face à la maladie, aux accidents, à la solitude, à la dépression, chacun·e de manière inégale selon nos privilèges sociaux. De même, prendre soin de l'environnement autour de nous, le réparer et le maintenir est nécessaire pour notre survie, et certain·es subissent déjà les frais de sa fragilisation dans les pays des Sud ou en habitant sur un lieu pollué et mortifère. Ce travail de soin est inégalement réparti entre les classes sociales, les personnes blanches et racisées, les hommes et les femmes. Ceux et celles qui estiment vivre de manière autonome sont privilégié·es, parce qu'ils et elles vivent sur le dos de celles qui effectuent les tâches qui leur permettent de vivre. Or, sans ce soin, la vie est impossible.

Pour aller plus loin, ressources confinées :

- Tribune collective de soignant·es, *"Nous ne serons plus jamais les bonnes petites soldates de vos guerres"*, Libération, 8 mai 2020.
- *"Prendre soin, penser en féministes le monde d'après"*, épisode 26 du podcast mensuel de Charlotte Bienaimé, Un podcast à soi, 10 juin 2020.

"Toutes aux frontières" : des femmes pour dénoncer les politiques migratoires

Plusieurs groupes féministes français, italiens, suisses, belges, etc. et des associations préparent un week-end d'occupation féministe de la frontière à Vintimille, les 17 et 18 octobre 2020, avec un camp toute la nuit. Depuis 2015, la politique européenne de la fermeture des frontières a été renforcée et la mobilité des populations migrantes en est d'autant plus criminalisée. L'espace Schengen, ouvert aux élites internationales, ne cesse de renforcer un arsenal répressif à l'égard des personnes contraintes à l'exil. Ces effets pèsent notamment sur les femmes, qui représentent 54 % des migrations européennes, ainsi que sur les lesbiennes et personnes trans, qui sont également la cible de violences sexuelles et sexistes. Les frontières politiques sont aussi une construction virile et militariste, issue des guerres. Pour dénoncer ces politiques mortifères, des femmes de toute l'Europe ont

décidé, en septembre 2019, pendant la rencontre européenne "femmes, migrations, refuges" à l'initiative de la Marche Mondiale des Femmes / Suisse, d'un grand week-end de résistance à Vintimille en octobre 2020. Il s'agit de consolider une solidarité active entre femmes et de donner corps à un réseau européen de résistances. Cette action sera une action féministe, pensée et organisée par les femmes, les lesbiennes et les personnes trans. Les autres personnes seront bienvenu·es pour aider à la logistique et les soutenir dans cette démarche émancipatrice.

♦ Pour faire partie de l'organisation, ou soutenir d'une façon ou d'une autre, vous pouvez contacter la coordination de l'action "Toutes aux Frontières" : toutesauxfrontieresfr@gmail.com.



Politique

Municipalités écologistes

EMMANUEL MACRON TIEN COMPTÉ
DU VOTE ÉCOLOGISTE



Les listes écologistes ont accompli une percée lors du second tour des élections municipales de 2020. Alors que Grenoble était la seule grande ville française à être dirigée par le parti écolo en coalition avec des partis de gauche depuis 2014, le nombre de villes dirigées par une municipalité verte passe un cap historique. À Lyon les écologistes alliés aux listes de gauche remportent à la fois la mairie (52,4 % des voix) et la présidence de la métropole. Également en alliance avec d'autres listes de gauche, les écologistes remportent aussi Strasbourg (41,7 % des voix), Bordeaux (46,5 %), Grenoble (53,1 %), Besançon (43,8 %), Tours (55 %), Poitiers (42,8 %), Annecy (44,7 %). À Marseille, Michèle Rubirola, candidate de l'Union de la gauche et des écologistes du Printemps marseillais, a obtenu la majorité absolue. Ailleurs (Paris, Nantes, Rennes, Nancy, Villeurbanne avec 70 % des suffrages, etc.), les écologistes participent aux coalitions de gauche qui ont remporté la mairie. Les écologistes se trouvent aujourd'hui confrontés à l'épreuve du pouvoir au niveau municipal. Ils et elles sont attendues au tournant. L'autre grande gagnante de ces élections est l'abstention, qui a atteint un niveau historique, à 59 %. Un effet possible de la crainte du Covid-19 après le fiasco sanitaire d'un premier tour aux effets meurtriers, en plein pic épidémique.

Covid-19 : Un tsunami social ?

Chaque année, le Réseau mondial pour l'empreinte écologique (Global Footprint Network) calcule la date à partir de laquelle nous vivons à crédit par rapport au renouvellement des ressources de la planète, "le jour du dépassement de la Terre". Pour la première fois, en 2020, la date est plus tardive : le 22 août 2020 au lieu du 19 juillet 2019. Ce décalage de trois semaines est le résultat de la moindre consommation liée au confinement contre le coronavirus. On pourrait s'en féliciter... mais nous ne sommes pas du tout dans un scénario de décroissance heureuse. Car dans le même temps, l'ONU annonce que chaque jour depuis le mois de mars, ce sont 450 000 personnes de plus qui, dans le monde, souffrent de la faim. En une seule année, le nombre de personnes confrontées à la famine pourrait passer de 135 millions à 265 millions. Si, dans les pays occidentaux, il existe une certaine protection sociale, dans d'autres pays comme l'Inde, rien n'existe et sans travail vous n'avez plus rien à manger.



Transports

Les pistes cyclables merdiques : bientôt le best of ?

Alors que l'arrivée à la tête de plusieurs mairies d'élus écologistes fait rêver à des pistes cyclables praticables, c'est le moment de se rappeler tout ce qu'il ne faut pas faire. Le site *Carfree France* a publié en juin 2020 le guide des aménagements cyclables merdiques. Voici quelques exemples. On a envie de l'actualiser : envoyez-nous vos photos !



À partir du moment où on commence à créer quelques bouts d'aménagements cyclables merdiques ici ou là, les cyclistes commencent à se croire tout permis et pensent même parfois qu'ils peuvent aller tout droit ! Mettez fin à cette insupportable exigence en plaçant à des endroits judicieusement choisis quelques blocs de béton du plus bel effet.

Le problème principal des pistes cyclables, c'est qu'elles attirent rapidement les voitures. Alors, pour empêcher les automobilistes de venir se garer sur la piste cyclable ou de l'utiliser pour dépasser une voiture, vous prendrez soin de la rendre impraticable pour tout le monde, voitures et vélos, en posant des ralentisseurs de 10 cm de haut tous les deux mètres. Cela coûte un peu cher à installer, mais rendre une piste cyclable impraticable et inutile, cela n'a pas de prix !



Ne pas prendre l'avion, c'est le pied !

Suite aux subventions massives du gouvernement français au transport aérien, avec une enveloppe de 15 milliards d'euros pour son développement octroyée après le confinement dû au Covid-19, plusieurs associations ont lancé une campagne "Notre choix" pour inciter à passer des vacances sans prendre l'avion. Le Réseau Action Climat, France Nature Environnement et Greenpeace notamment, sont à l'initiative de cette campagne. Mais elles demandent aussi à l'État français d'interdire les vols intérieurs lorsque des alternatives existent, de mettre fin aux exceptions fiscales sur le kérosène aérien, et d'accompagner le secteur aéronautique dans sa reconversion vers d'autres activités moins destructrices.

♦ Réseau Action Climat, Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 83 92, reseauactionclimat.org, www.notrechoix.org.

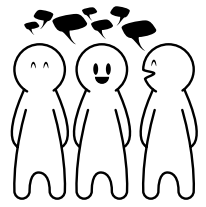
Quand la France a tout faux !

Le gouvernement français a décidé d'accorder une aide de 7 milliards à Air France, et rien à la SNCF.

En Allemagne, le gouvernement a décidé d'accorder une aide de 7 milliards à la Deutsche Bahn (leur SNCF) et rien aux compagnies aériennes.

En France, le gouvernement a décidé que la SNCF doit respecter la distanciation physique (elle a pris fin le 2 juin 2020) ce qui signifie un taux de remplissage des trains qui ne pouvait pas dépasser 60 %. Le même gouvernement a décidé de ne pas imposer cela aux compagnies aériennes.

Cherchez les erreurs !



Les PubBusters débarquent sur vos écrans !

Un petit air d'années 80 débarque sur la contestation antipub. Pour toutes celles et ceux pour qui les *Ghostbusters*, "Chasseurs de fantômes", signifie quelque chose, voici les *PubBusters*. Armés de pistolets fluo et de combinaisons blanches, ces intrépides s'attaquent aux panneaux publicitaires lyonnais depuis quelques mois. Les fantômes de la surconsommation n'ont qu'à bien se tenir !

♦ <https://twitter.com/PubBusters>

Faut-il abolir la police ?

Faut-il abolir la police ? Ce n'est pas évident de prendre du recul et de recontextualiser le débat actuel, complexe, qui entrelace les questions de racisme et de maintien de l'ordre, sur fond d'une histoire coloniale encore mal assumée.

Selon un rapport d'*Human Rights Watch*, publié le 18 juin 2020, la police française fait usage de ses vastes pouvoirs de contrôle et de fouille pour procéder à des contrôles discriminatoires et abusifs sur des garçons et des hommes noirs et arabes. Le 22 juin, c'est le défenseur des droits, Jacques Toubon, qui publie un rapport intitulé "Discriminations et origines : l'urgence d'agir" dans lequel il souligne la "nature systémique" de ces discriminations. "Les discriminations fondées sur l'origine restent massives en France et affectent la vie quotidienne et les parcours de millions d'individus, mettant en cause leurs trajectoires de vie et leurs droits les plus fondamentaux". Comment sortir de cet engrenage ? Alors que de plus en plus de personnes dénoncent la violence qu'exerce la police, la ville de Minneapolis dans le Minnesota a proposé un processus de démantèlement du service de police de la ville, début juin 2020. Si ce démantèlement est dans les faits bien difficile à mettre en place, l'idée permet de décaler les imaginaires : est-il possible de fonctionner sur une base de justice communautaire ? Comment aujourd'hui se passer d'une institution violente ? À Seattle, une zone autonome sans police a été décrétée par les manifestant-es. L'expérimentation est alors possible : des essais ont déjà eu lieu dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou au Chiapas, et leur multiplication pourrait aider à entamer la réflexion autour d'une redéfinition radicale de l'utilité sociale de la police.

Fichage, flicage

Gendnotes est une application utilisée par les gendarmes qui remplace la prise de note sur papier. Depuis le 22 février 2020, le gouvernement a autorisé par décret ces derniers à utiliser *Gendnotes* pour prendre en photo une personne suspectée d'avoir commis une infraction, et renseigner des informations privées (comme le sexe, la religion ou encore l'origine d'une personne). Si les gendarmes décident d'ouvrir une procédure contre celle-ci, les données récoltées sont transmises au traitement des antécédents judiciaires (TAJ), qui les garde pendant 20 ans et les rend accessibles à toute la police et la gendarmerie. Selon la *Quadrature du Net*, qui défend les libertés dans l'environnement numérique, ce décret renforce fortement les risques de surveillance généralisée, au détriment des libertés individuelles.

♦ La *Quadrature du net*, tél. : 09 72 29 44 26, contact@laquadrature.net, 60 rue des Orteaux, 75020 Paris, <https://www.laquadrature.net>

Violences policières et racisme : mobilisations internationales

Le 25 mai 2020, George Floyd meurt asphyxié lors de son interpellation par la police à Minneapolis (États-Unis). Le mouvement *Black Lives Matter* ("La vie des noirs compte"), initié par trois femmes états-uniennes en juillet 2013, réussit à imposer dans le débat public au niveau international la question des violences policières, mais aussi la reconnaissance du racisme structurel et systémique, héritage d'un passé impérial et colonial.



À Seattle, la zone autonome de Capitol Hill.

♦ Aux États-Unis, début juin 2020, de nombreuses manifestations ont éclaté dans plus de 140 villes du pays. À Seattle, une zone autonome sans police a été créée par les manifestant-es, dans le quartier de Capitol Hill.

♦ En France, les mobilisations ont été initiées par le *Collectif Adama* le 2 juin 2020. Amada Traoré est mort à la suite d'une interpellation de gendarmes en 2016, mort qui fait écho à celle de George Floyd, et des trop nombreuses autres morts causées par la police. Tout le mois de juin, les manifestations se sont multipliées dans plusieurs villes de France comme ailleurs dans le monde pour dénoncer les violences policières racistes.

♦ Au Chili, les mobilisations font particulièrement écho au sein de la communauté Mapuche, alors qu'Alejandro Treuquill, militant mapuche, a été abattu jeudi 4 juin 2020 par une milice armée non identifiée.

♦ En Indonésie, le débat est relancé autour du racisme que subissent les Papous, alors que sept leaders Papous, étudiants pour la plupart, encourrent des peines de prison lourdes pour avoir participé aux manifestations anti-racistes en août 2019.

♦ etc.

Déboulonnons les symboles de l'impérialisme

Le 7 juin 2020, à Bristol en Angleterre, la statue d'Edward Colston, marchand d'esclaves du 18^e siècle, a été déboulonnée par un groupe de manifestant-es protestant à la suite de la mort de George Floyd aux États-Unis. Dans la ville d'Anvers en Belgique, la statue de Léopold II a été déboulonnée en raison des exactions de ce dernier lors de la colonisation du Congo. En Martinique et en Guadeloupe, ce sont plusieurs statues de Victor Schœlcher qui ont été détruites fin mai 2020. Si Edward Colston incarne les injustices et l'horreur du système impérial et colonial, l'attaque de statues de Victor Schœlcher, qui a décrété l'abolition de l'esclavage le 27 avril 1848, peut surprendre. Les manifestant-es expliquent qu'en aucun cas ce dernier ne peut être présenté comme un sauveur. En effet, le 22 mai 1848, ce sont bien les esclaves qui s'étaient rebellés contre les colons et qui

arrachaient leur liberté en Martinique au terme de plusieurs jours de violentes émeutes. Depuis, les déboulonnages se sont multipliés, et ont été condamnés par une partie de la classe politique, notamment le président de la République, au nom de la mémoire et de l'histoire. Mais des statues ne racontent pas l'histoire, elles sont le résultat de choix politiques qui témoignent de ce que les pouvoirs valorisent et de la mémoire qu'ils veulent mettre en scène. Ne pas prendre en compte ce mouvement, c'est refuser une demande de plus d'égalité (ou sont les femmes, les luttes sociales ou des minorités ethniques dans les espaces publics ?) et de dignité (plusieurs statues représentent des criminels coloniaux). Qu'on soit pour ou contre le déboulonnage, ces actions permettent, au-delà du symbole, d'ouvrir les mémoires et d'obliger à revisiter notre histoire avec plus de justesse.



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Ces produits chimiques éternels qui polluent nos organismes !

Le moins que l'on puisse dire c'est que la carrière du film *Dark Waters* en France a été très perturbée. Le film de Todd Haynes était en effet en 2^e position du box office la semaine de sa sortie française fin février 2020. La suite on la connaît : la pandémie du Covid-19 a tout envahi et les salles de cinéma ont fermé. Mais le film pourrait bien avoir une seconde carrière tant la problématique qu'il traite est d'actualité. Son sujet : la pollution de l'environnement par les composés perfluorés, appelés PFAS, aux USA autour des années 2000 par la firme Dupont, un géant de la chimie américaine. Mais cette pollution n'appartient pas au passé ! Les composés de cette famille chimique de plus de 4 000 molécules portent des noms alambiqués comme l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), le sulfonate de perfluorooctane (PFOS), l'acide perfluorononanoïque (PFNA), l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS), etc. Ils sont utilisés en grandes quantités de nos jours dans des revêtements anti-adhésifs en cuisine, dans des mousses anti-feu, dans des textiles où ils jouent le rôle d'imperméabilisants, dans des emballages alimentaires (oui vous avez bien lu !) ou encore des matériaux de construction ou des isolants électriques. Le problème c'est que ces substances sont extrêmement persistantes, les Étatsunien-nes les appellent d'ailleurs les "forever chemicals" (les produits chimiques éternels). Elles ont donc tendance à s'accumuler dans notre environnement... et, *in fine*, dans nos organismes !

La bataille est engagée au niveau européen

Santé publique France a ainsi publié en 2019 une étude (1) sur l'exposition de la population française à ces composés qui montre que 100 % de la population française a du PFOA et du PFOS dans son organisme ! Et les risques sanitaires de ces produits ont également de quoi effrayer : cancers, atteintes hépatiques, perturbation endocrinienne, obésité... Cette liste est d'autant plus effrayante qu'une partie de la population européenne dépasse la valeur hebdomadaire tolérable fixée par

l'Agence sanitaire européenne, l'EFSA. Et si les perfluorés à longue chaîne les plus toxiques ont été retirés, leurs substituts "à courte chaîne" sont pour beaucoup également très persistants.

Heureusement on voit des signes encourageants d'évolution sur ce sujet dans certains pays. Ainsi le Danemark a annoncé l'interdiction des PFAs dans les matériaux pour contact alimentaires. De même les délégations danoise, luxembourgeoise, néerlandaise et suédoise au Conseil de l'Union européenne ont, fin 2019, officiellement demandé (2) à la Commission européenne de mettre en place des actions supplémentaires pour réduire les émissions de PFAs dans l'environnement.

La bataille des PFAs ne fait sans doute que commencer et les positions de ces quelques États n'en sont que les prémices. Comme toujours il faudra que la société civile pèse de tout son poids pour que ces chimiques d'un autre âge soient définitivement bannis !

(1) <https://www.santepubliquefrance.fr>

(2) <https://data.consilium.europa.eu>



On retrouve parfois une présence résiduelle de PFOA dans les revêtements anti-adhésifs des ustensiles de cuisson.

Généralités Futures - www.generations-futures.fr

Hôpitaux : de qui se moque-t-on ?



il y a environ 1 million de personnes qui travaillent en milieu hospitalier (médecins, spécialistes, étudiant-es, infirmières, aides-soignant-es), cela fait donc une "prime annuelle" de 300 € par personne...

Suite à la crise sanitaire, le gouvernement a annoncé le 29 juin 2020 une rallonge de 300 millions d'euros pour les salaires en milieu hospitalier. Pour information, le budget annuel des hôpitaux français est de 80,7 milliards. La "prime" correspond donc à une hausse de 0,3 % ! Ou dit autrement,



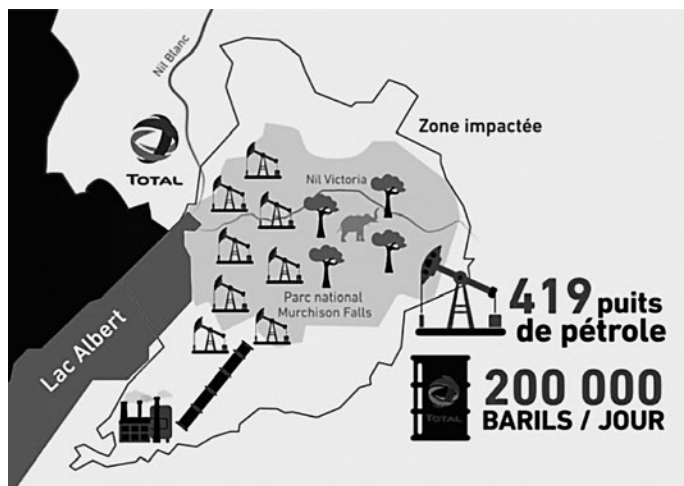
Les sinistres aventures de Total en Ouganda

Digne héritière des aventures coloniales de Tintin au Congo, la compagnie pétrolière française Total développe actuellement, en lien avec des firmes britanniques et chinoises, un méga-projet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie. Au programme : forage de 400 puits, construction d'un oléoduc géant de 1 445 kilomètres de long, le tout au sein d'une aire naturelle protégée, sanctuaire de biodiversité fragile et source du Nil. Total est accusé de bafouer les droits humains en ayant provoqué le déplacement forcé de dizaines de milliers de personnes, procédé à des intimidations, avant même l'octroi espéré de compensations permettant aux familles de survivre. Certains enfants sont de ce fait

déscolarisés. Le géant pétrolier est assigné en justice par l'association *Survie* et par 4 associations ougandaises, procès qui suit son cours lentement alors que les opposant-es locales au projet doivent fuir leurs villages. L'ONU a délégué à cette question 4 rapporteurs spéciaux qui ont rendu publique le 23 juin 2020 leur lettre adressée à Total : ils s'inquiètent des intimidations faites aux communautés affectées et interrogent les autorités françaises sur les mesures prises pour

"s'assurer du respect par Total de la loi relative au devoir de vigilance".

♦ *Survie*, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, <https://survie.org>.



Échange d'encart contre stand

REFUSER LA VIOLENCE

IMAGES MOUVEMENTÉES % LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC - 18^e édition

Les mardis et jeudis du 17 septembre au 1^{er} octobre 2020
au cinéma 5 Caumartin (Paris St Lazare)

<http://imagesmouvementees.fr> @ImagesMouvAttac

Échange d'encart contre stand

12/13 Sept. 2020

Au fil de la Durance

Plan d'eau d'Embrun (Hautes-Alpes)

foire Bio GÉNÉPI

Infos et programme complet sur www.genepi-foire-bio.org

Foire Bio Gagnépi

» TRAVAILLER

■ **Flandre maritime.** Loue 1,2 ha + bâtiment fonctionnel pour activité plantes aromatiques et médicinales bio à reprendre (matériel, circuits de commercialisation, vivaces encore disponibles pour multiplication). Autres projets envisageables. Intéressée par la permaculture, je suis retraitée depuis 1 an. Contact : tél. : 06 75 80 40 38 ou mariegastel@hotmail.fr

» VIVRE ENSEMBLE

■ **France.** Propriétaire d'une maison dans le Nord, je suis à la recherche d'une location en habitat coopératif intergénérationnel, en campagne, régions lyonnaise, grenobloise ou Hauts-de-France. Intéressée par la permaculture, je suis retraitée depuis 1 an. Contact : tél. : 06 75 80 40 38 ou mariegastel@hotmail.fr

■ **Haute-Garonne.** Je cherche à rejoindre un collectif, ferme ou écolieu, en lien avec la nature, acceptant d'y accueillir mon projet : développer de l'accueil social. Le lien social, l'ouverture, la bienveillance, l'entraide, l'écoute... sont mes clés pour avancer dans la vie. Mais aussi un zeste d'enthousiasme, d'art, de nouveautés... Contact : chantalespoir@gmail.com, tél. : 06 21 65 36 25.

■ **Haute-Savoie.** Collectif d'habitant-es recherche 8 foyers pour rejoindre coopérative de 20 logements en zone urbaine. Valeurs communes : haute exigence environnementale,

Annonces

non-spéculation, solidarité et entraide générationnelles, mixité sociale, ouverture sur le quartier. Dépôt de permis de construire prévu pour automne 2020. Projet soutenu par l'agglomération d'Annemasse, au sein d'un nouvel écoquartier. Contact : coopetoile@gmail.com

» ENTRAIDE

■ **Toscane (Italie).** La récolte des olives s'annonce bonne. À partir du 15 octobre et jusque fin novembre, on récolte à la main, avec des échelles ! Il faut donc de la souplesse et ne pas souffrir du vertige ! Qui a envie de venir passer minimum une semaine en Toscane nous aider 4 h/jour, logé-e nourri-e, en pleine campagne, dans le maquis méditerranéen près de Massa Marittima ? Marco, tél. : 0039 05 66 91 29 62, lamastrine@gmail.com

» ACHETER

■ **Loir-et-Cher.** À vendre, lot atypique parfait pour écolieu : sur coteau exposé sud, vallée du Cher : petite maisonnette troglodyte + cave + terrain + jardin. 50 000 €. Renseignements tél. : 04 75 47 55 03 ou 06 45 78 07 42.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro d'octobre 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 25 août. Pour passer une annonce dans le numéro de novembre 2020, au plus tard le mardi 22 septembre, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

agri-bio

GER :
LA HAIE FRUITIÈRE
14-15 septembre

À Montequiou. Formation : conception, implantation et entretien. Avec Evelyn Leterme. Découvrir les différentes mises en œuvre possibles d'une haie fruitière au travers de la visite de 3 haies fruitières au conservatoire végétal d'Aquitaine.

Informations et inscriptions auprès de Gaia, Laumadère, 32200 Saint-Caprais, tél. : 06 04 40 38 94, www.gaiaformation.com

NORD-OUEST :
AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE
14-25 septembre

Formation de 2 jours dispensée par Jaime Elizondo et organisée successivement en Nouvelle-Aquitaine, France-Comté, Normandie et Hauts-de-France.

Informations et inscriptions auprès de Gaia, Laumadère, 32200 Saint-Caprais, tél. : 06 04 40 38 94, www.gaiaformation.com

FRANCE :
DE FERME EN FERME
26-27 septembre et 3-4 octobre

Des productrices ouvrent leurs portes au grand public. *De ferme en ferme* propose plus de 100 circuits différents dans 22 départements. L'occasion pour petites et grandes de découvrir les métiers, savoir-faire et pratiques agricoles au travers de visites guidées, de dégustations et d'animations.

<https://www.defermeenferme.com>

décroissance, transition

FORUM NATIONAL
DES RURALITÉS ENGAGÉES
29 septembre

À Châteaufort-sur-Isère. Organisé par *Villages Vivants*, l'Avise et le Réseau des collectivités Territoriales pour une économie solidaire (RTES). Tiers-lieux, épiceries associatives, bistrot de pays multi-services, micro-crèches, ateliers participatifs, etc., les initiatives ne manquent pas pour revitaliser les territoires ruraux. Quelles sont leurs conditions d'émergence ? Quels en sont les impacts sur les territoires ? Quelle place et quel rôle pour la collectivité ? De 9h à 17h au Palais des Congrès Sud-Rhône-Alpes. Ateliers, témoignages, table-rondes, conférences, stands, animations de rue.

Contact : Villages Vivants, tél. : 09 54 03 36 31, www.villagesvivants.com

ROUEN :
LES VIRÉES ALTERNATIVES
18-20 septembre

Voyager autrement, Oui, mais comment ? Un festival organisé par *Les vagabonds de l'énergie* avec un village des voyageurs engagés, des rencontres avec des porteurs de projets, des projections, des débats (La compensation carbone des voyages aériens : mieux que rien, ou aveuglement ? Le tourisme vert existe-t-il ?), des tables-rondes (Le transport maritime de marchandises en voilier, comment ça marche ?). À la Friche Lucien, place Carnot.

Informations : Les vagabonds de l'énergie, s/c Bresciani, 40 rue du Bal Champêtre, 27400 Louviers, www.vagabondsennergie.org

énergies

MEUSE :
BURE - OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposants à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslatoilet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE :
ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

féminismes

TOULOUSE :
FESTIVAL SAUVAGEONNES
17-19 septembre

Un festival pour fabriquer des imaginaires et des agirs écoféministes. Avec des ateliers, conférences, "féminaires", projections, spectacles vivants, performances, arts visuels, radio, sorcellerie, fête, etc. Il sera basé au Mix'art Myrès, 12 rue Ferdinand Lassalle.

Informations sur <https://compagnienanaqui.com>

fêtes, foires, salons

HAUTES-ALPES :
FOIRE BIO GÉNÉPI
12-13 septembre

À Embrun. Cette 22^e édition continue de mettre en valeur des actions locales mais aussi de sensibiliser le public à des problématiques planétaires. Le thème de cette année est "La rivière la Durance" : les thèmes abordés seront notamment l'eau potable, l'irrigation, l'hydroélectricité,

les risques naturels, la biodiversité, le tourisme, la Durance dans la littérature, etc. 200 exposant·es du marché paysan, de l'artisanat, des stands de restauration et des associations. Tables rondes, conférences-ateliers sur la mobilité et concerts, spectacles, animations pour enfants.

Association Gènepi, communauté de communes de Serre-Ponçon, 6 impasse de l'Observatoire, 05200 Embrun, genepi@genepi-foire-bio.org, tél. : 04 65 03 05 60.

FRANCE :
LA FÊTE DES POSSIBLES
12-27 septembre

La fête des possibles, organisée par le Collectif pour une Transition Citoyenne, aspire à faire connaître un chemin vers un monde plus juste, plus écolo et plus humain, au travers d'événements partout en France.

Organisez, participez ou découvrez les événements près de chez vous sur internet <https://fete-des-possibles.org> ou Transition citoyenne, 10 avenue des Canuts, 69120 Vaulx-en-Velin, contact@fete-des-possibles.org

PUY-DE-DÔME :
SIMPLES EN FÊTE
19 septembre

Au domaine de la Planche à Viscomat. Conférences, animations, expositions, sorties botaniques, marchés, buvette, restauration, camping, concert sur la thématique de la Cueillette. L'intérêt croissant pour la phytothérapie, la cosmétique naturelle, la cuisine à base de plantes... entraîne une consommation de végétaux non négligeable. D'où viennent-ils ? Qui les ramasse ? Comment ? Quelles plantes ? Des cueilleuses du Massif central se sont regroupées pour proposer au grand public et aux professionnel·les, un partage du monde végétal dans un cadre de nature préservé.

Renseignements : tél. : 04 73 94 09 89 (laissez un message avec vos coordonnées), asso-simples-auvergne@syndicat-simples.org.

films, spectacle, culture

PARIS :
FESTIVAL IMAGES MOUVEMENTÉES
17 septembre-1^{er} octobre

18^e édition du festival de cinéma organisé par Attac, et dont *Silence* est partenaire. Cette année autour du thème "Refuser la violence". Jeudi 17 septembre à 20h : *À nos corps défendants* de IanB, suivi d'un débat sur les violences policières dans les

quartiers populaires ; mardi 22 septembre à 20h : *Tu enfanteras dans la douleur* d'Ovidie, suivi d'un débat sur les violences gynécologiques et obstétricales ; jeudi 24 septembre à 20h : *Demain est si loin* de Muriel Cravatte, suivi d'un débat sur les violences subies par les migrant·es ; mardi 29 septembre à 20h : *L'hôpital à fleur de peau* de Cyril Denvers et Pierre Duyckaerts, suivi d'un débat sur le manque de moyens de l'hôpital public ; jeudi 1^{er} octobre à 20h : *Gilets jaunes, une répression d'État* de Cléo Bertet, Matthieu Bidan et Mathieu Molard, suivi d'un débat sur la répression violente des mouvements sociaux.

Au cinéma Les 5 Caumartin, 101 rue Saint-Lazare, Paris 9^e. Informations : www.imagesmouvementees.fr

habitat

FRANCE :
JOURNÉES PORTES OUVERTES DE L'HABITAT PARTICIPATIF
Septembre

Plus de 120 lieux ouvrent leurs portes pour vous permettre de découvrir la dynamique et les réalités de l'habitat participatif. Toutes les infos auprès de *Habitat Participatif France*.

Contact : Résidents du 16, 16 avenue des Chartreux, 13004 Marseille, www.habitatparticipatif-france.fr

silence

LYON :
CINÉ-CLUB

2 et 30 septembre

Chaque mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de *Silence* propose un film et un débat en lien avec le dossier de la revue. Ce mois-ci : le 2, *Nourrir le changement* de Camille Montocchio. Le 30, sous réserve : *En quête de nouveaux herboristes* de Daniel Schlosser.

À 20h45 à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4^e. Réservation conseillée : aquarium.association@gmail.com

LYON :
EXPÉDITION DE SILENCE
17-18 septembre

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.



NOUVEAU FESTIVAL SAINT-JUNIEN

5-11 octobre 2020

une semaine de réflexion, d'échanges, de coopération, d'hommages, de spectacles, de fête et d'imaginaire ...

Face à la crise sociale et climatique et aux risques de conflits qui en découlent, il est urgent de parler de paix !

FILMS
SALON DE LA PAIX

Conférence de **Rony Brauman**
Ancien Président de MSF

THÉÂTRE
Mirad, un garçon de Bosnie

EXPO - La Bosnie 25 ans après
+ Les appelés et la Guerre d'Algérie

CONCERT en plein air
Duna Orkestar (fanfare)

Randonnée paysanne / Plat de résistance / Atelier d'écriture / Hommage au Général de Bollardière et aux esclaves révoltés / etc...

Contact : fouteznouslapaix@mailo.com



Le ras-le-bol des couturières exploitées

Après des semaines de travail gratuit pour fabriquer des masques, au sortir du confinement, des couturières disent stop. Leur activité avait pris des proportions dépassant de loin le simple bénévolat. Elles expriment des revendications légitimes, à replacer dans la perspective d'un changement radical de système économique.

PENDANT LE CONFINEMENT, POUR FAIRE face à la pénurie de masques, de nombreuses femmes se mettent à en confectionner. Parmi elles, des centaines de professionnelles, couturières ou costumières. Un "élan de solidarité" que les réseaux sociaux démultiplient rapidement et qui arrange bien un gouvernement qui n'a pas brillé par ses capacités d'anticipation tout au long de la pandémie.

LE BÉNÉVOLAT RÉCUPÉRÉ PAR L'ÉTAT

Ces bénévoles, parfois professionnelles, souvent en chômage technique, ont accepté de travailler parfois 7 jours sur 7, de payer elles-mêmes les matériaux, afin de fournir des masques gratuits, d'abord aux personnels de santé, puis pour répondre à de multiples sollicitations. Enfin, quand les mairies se sont mises à faire appel à elles, un ras-le-bol s'est manifesté. Il est devenu intolérable de voir le bénévolat être récupéré par un État qui cherche à miner les solidarités. Intolérables, les injonctions à maintenir "l'effort de guerre", les volumes attendus gigantesques, les cadences de travail augmentant dans certains ateliers. Une forme d'industrialisation s'est parfois mise en place avec des entreprises fournissant des kits prêts à coudre et une mini-rémunération à la tâche, bien loin du Smic.

C'est ainsi que, fin avril 2020, naît le collectif *Bas les masques !*. Il rappelle que la couture est un métier, qu'il doit être rémunéré et exercé dans le respect du droit du travail. Des revendications légitimes et d'autant plus que, les métiers de la couture étant à 95 % féminins, c'est une fois de plus le travail des femmes qui s'est trouvé ainsi invisibilisé, rabattu dans la sphère de la gratuité.

PLUSIEURS LUTTES À MENER DE FRONT

Dans une société où le salariat reste central, nous sommes bien entendu solidaires des femmes qui défendent leurs métiers et leurs emplois. Pour autant, dans la perspective de la décroissance et de la dé-marchandisation du monde, le modèle de l'entreprise et du salariat n'a rien d'une panacée. Il enchaîne les salarié-es à leurs fonctions de production et de consommation. Au niveau de la société, il ne favorise ni l'autonomie ni l'entraide. Toutefois, nous n'épuiserons pas ici l'épineuse question du caractère émancipateur ou aliénant du salaire ! Mais nous pouvons réaffirmer tout à la fois notre soutien aux luttes pour la revalorisation des métiers féminins, notre attachement au bénévolat indépendant de l'État et de ses récupérations, à la relocalisation des activités, aux coopératives de production auto-gérées et à faire avancer le thème du revenu universel de base.

Danièle Garet et Martha Gilson ■

Union.Baslesmasques@gmail.com

Dans une pétition mise en ligne le 28 avril 2020, le collectif réclame notamment la réquisition des ateliers nationaux (opéras ou théâtres) et privés ; que le gouvernement passe des commandes, c'est-à-dire paye les ouvrières plutôt que de payer des masques importés de Chine ou de Turquie.

Depuis, la surproduction !

Alors que, le 31 mars 2020, Emmanuel Macron fixait un objectif de monter la production à 10 millions de masques par semaine d'ici fin avril, cet objectif a été largement dépassé. Selon Bercy, la production aurait atteint 25 millions de masques hebdomadaires, par 450 entreprises. Environ 10 % d'entre elles se retrouveraient désormais avec des stocks sur les bras, aussi à cause de la concurrence des masques jetables vendus dans la grande distribution.

Mode automne-hiver

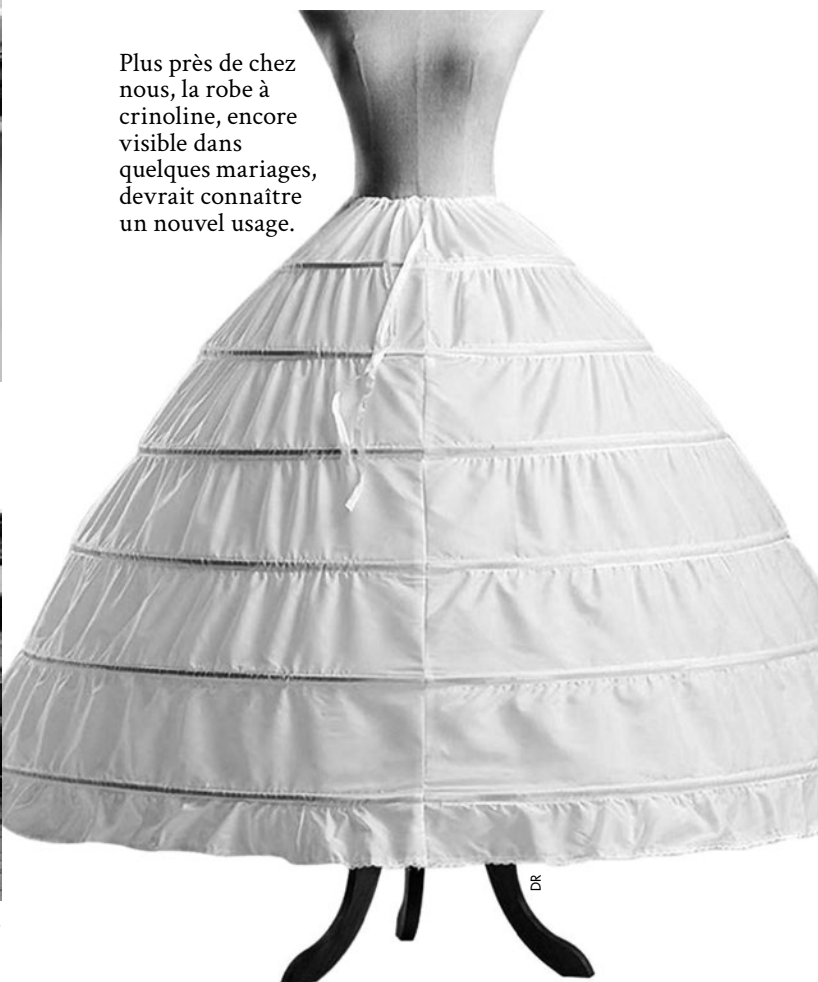
Silence a décidé de se lancer dans la mode, avec en avant-première, la présentation de la collection automne-hiver 2020, dans le respect de la distanciation physique.



Pour la reprise des cours à Wuhan, en Chine, fin avril 2020, les élèves ont pris modèle sur d'anciens chapeaux portés par les nobles il y a quelques siècles.



À Hong-Kong, les manifestant·es pour la démocratie ont préféré le parapluie qui est utilisé pour se tenir à distance raisonnable, mais aussi pour se protéger des tirs de la police.



Plus près de chez nous, la robe à crinoline, encore visible dans quelques mariages, devrait connaître un nouvel usage.



Au Mexique, les Zapatistes ont lancé la mode de la cagoule, plus élégante que le masque.



Celle-ci peut-être remplacée pour les plus habiles par un simple anneau de hula-hoop.



Toujours au Mexique, les chapeaux ont été agrandis jusqu'à permettre la distanciation.

Enfin, le sport foot-en-bulle peut vous procurer une tenue efficace contre tous les microbes. Conseillée pour les transports en commun !



Pour les déplacements, le simple respect du code de la route devrait suffire : en ville, les vélos doivent être doublés à plus d'un mètre de distance, 1,50 m à la campagne.

Francis Vergier ■



▲ Ceci est une boîte aux lettres. Et oui, il est encore possible aujourd'hui de communiquer par voie postale, loin de l'instantanéité des emails.

Refuser l'intrusivité numérique

La période de confinement de ce printemps a été l'occasion d'un envahissement accru des pratiques numériques dans tous les espaces de vie. Le collectif lyonnais *Les Décâblés*, qui porte une critique du numérique et de son monde, apporte un point de vue sur le sujet.

D EPUIS MI-MARS 2020, LE CONFINEMENT a été utilisé comme prétexte et comme opportunité par les entreprises et l'État, afin d'imposer le télétravail à grande échelle, mais aussi pour généraliser la pratique des téléconsultations par les médecins, ou encore pour habituer les parents, élèves et enseignants à l'enseignement numérique... Et donc, par voie de conséquence, inciter les familles à s'équiper davantage en ordinateurs reliés à internet.

Nous pensons qu'il est important de résister, seules et collectivement, face aux injonctions à s'équiper et à utiliser le numérique.

L'ACCÉLÉRATION

Toute information passe désormais par l'informatique. De ce fait, pour beaucoup d'entre nous, le cumul des obligations administratives ou professionnelles donne un caractère inévitable à notre équipement en outils numériques. Les dispositifs numériques deviennent omniprésents dans nos quotidiens sans que nous l'ayons choisi, sans que cela n'émane d'un quelconque souhait de la population. Au contraire, lorsqu'on leur demande, beaucoup de gens estiment passer trop de temps devant les écrans au lieu de communiquer réellement avec les autres.

Cela est particulièrement destructeur au niveau des services publics. Depuis mi-mars 2020, pendant la durée du confinement, le numérique est hélas devenu incontournable pour qui veut accéder à certaines administrations (impôts, CAF, Pôle emploi...). En tant que citoyen-nes, nous devons être très vigilant-es sur la reprise de tous ces services lors des prochains mois. Nous sommes trop habitués à ce que des mesures dérogatoires deviennent la norme, souvent sous prétexte de déficits budgétaires et de manque de moyens. C'est une stratégie désormais bien connue du capitalisme, et de la société technicienne qui le sert, de faire passer ses mesures les plus préjudiciables à la population lors de moments de crise, c'est-à-dire précisément lorsque personne ne songerait à protester (afin de ne pas ralentir l'effort vers la sortie de crise).

LE TRAVAIL DU FUTUR : EN ISOLEMENT?

Prenons le cas du télétravail, généralisé dans les entreprises. Il a été très rapidement mis en place et imposé aux employé-es, sans concertation ni débat, à un moment où la peur de la contamination était à son maximum et donc où personne n'aurait trouvé décent d'y résister. Soudain généreuses, beaucoup d'entreprises ont tout bonnement prêté des milliers de PC aux



▲ Bureaux désertés, le confinement a bouleversé nos manières de travailler. Ni télétravail, ni open-space individualisés, le temps est peut-être venu de réinventer nos espaces de travail.

salarié-es, dès mi-mars, pour que chacun-e puisse travailler depuis chez soi.

À vrai dire, la situation et surtout la réaction tardive et empressée de l'État ont rendu toute concertation caduque. Les travailleu-ses n'ont même pas eu le temps de se poser la question : ils et elles ont été sommés d'obtempérer.

Le problème n'est pas seulement celui d'un choix imposé, et qui risque de devenir, par glissement et banalisation, un véritable modèle de société. C'est aussi, et surtout, la perte de sens et de liberté qu'induit ce nouveau modèle.

En premier lieu, en imposant aux travailleu-ses de "continuer" leur activité chez elles et eux derrière leur écran, sous une forme parfois très différente, le télétravail introduit une certaine déshumanisation. Par exemple, les salarié-es se retrouvent isolé-es, coupé-es de leurs équipes habituelles.

UNE SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE

Paradoxalement, dans cet isolement, les travailleu-ses perdent leur autonomie car le travail numérique permet à leurs supérieurs-es de tout vérifier, passer en revue, contrôler. Tout sauf neutre, le télétravail entraîne une forme de surveillance dans son mode de fonctionnement même.

Cette dimension de surveillance est contenue dans l'outil numérique par sa nature même, qu'il soit lié au travail, à l'éducation ou à la santé (les applications de type *StopCovid*, officiellement "pas prêtes" mais non abandonnées au moment où nous écrivons). Pourtant, dans une mauvaise foi chaque jour plus aveugle, les autorités font mine d'ignorer cet aspect de surveillance et de

réduction des libertés, toujours sous couvert d'"anonymisation" des données, alibi sans cesse remis sur le tapis et auquel personne n'a jamais cru (1). Sans s'interroger sur le sens et la "plus-value" que le capitalisme va retirer de cette perte de vie privée (2). C'est sur cette résignation de chacun-e que les lobbys du numérique et start-ups prospèrent, elles et eux qui font leur beurre sur la crise actuelle, et qui œuvrent tranquillement à modifier les usages au sein de la société, tout en installant des antennes 5G partout sur le territoire (3).

GARDONS LES PIEDS SUR TERRE

Pour nous *Décablés*, ce recours au numérique comme palliatif à la vie en société ne doit pas faire oublier que celui-ci ne saura jamais remplacer un contact social réel.

Gardons les pieds sur terre : quelle que soit l'image que nous renvoie notre société, ne perdons pas de vue que la vie aseptisée, par écrans interposés, et à distance des autres humains, n'est pas la vie bonne que toute personne libre a le droit de rechercher.

Et cela, aucune pandémie, aucune paranoïa, aucune peur justifiée ou non ne pourra le changer, bien que nous ayons tendance à l'oublier un peu vite, grisé-es par la rapidité du mode de vie "connecté".

Nous avons accepté des mesures de confinement et renoncé temporairement à nos libertés. Soyons prêts à exercer notre vigilance et à dire "non", à l'issue de cette période.

Les Décablés, mai 2020 ■

Lire aussi le texte "*Ne laissons pas s'installer le monde sans contact*" (<https://www.terrestres.org/2020/04/27/ne-laissons-pas-sinstaller-le-monde-sans-contact>). Pour le recevoir en version papier : Éditions La Lenteur, 13 rue du Repos, 75020 Paris. Contribution libre, en chèque à l'ordre des éditions ou tout simplement en timbres postaux.) Ainsi que le texte "*Stratégie de la peur*" (<https://www.botanique-jardins-paysages.com/strategie-de-la-peur>).

■ Les Décablés,
Maison des étudiants,
25 rue Jaboulay, 69007 Lyon,
lesdecables@riseup.net.

(1) Chacun-e préférant hausser les épaules et affirmer "de toutes façons, je n'ai rien à cacher".

(2) *Silence* : voir notamment le livre *Capitalisme de plateforme*, de Nils Srnicek (éd. Lux, 2018), qui montre bien comment certaines plateformes numériques s'enrichissent principalement de la collecte de données des usag-ères.

(3) Dans le même temps, et dans cette même logique de disparition progressive de la vie privée, le travail s'introduit à la maison et colonise l'espace intime, dans une société où le temps hors du lieu de travail est celui du temps libre pour de nombreux salarié-es. Les journées de travail se font éparées, mais s'allongent au final, par exemple de 7h à 20h pour les employé-es de la plateforme de télétravail de Pôle emploi.



Agostino Amato

▲ Le blocage d'une route par le Codedi lors d'une journée de résistance contre les méga-projets en novembre 2017.

S'organiser d'en-bas pour défendre les communautés indigènes

Le Comité de Défense des Droits Indigènes (Codedi) lutte pour les droits des communautés zapotèques de l'État de Oaxaca, au Mexique. Ayant partagé leur quotidien pendant plusieurs semaines, nous souhaitons donner à voir la façon dont ses membres se battent pour leur autonomie.

“ COMME ZAPATA NOUS VOULONS RENDRE LA terre à celles et ceux qui la travaillent, scande Éric, 13 ans.

- Vous êtes d'accord vous autres au fond ? harangue le professeur. Alors le gouvernement vous retire vos titres de propriété !”

Mexique, État de Oaxaca, Sierra Sur. Dans un bâtiment en bois, au milieu de la forêt, nous assistons à l'atelier de théâtre communautaire auquel participent les enfants du centre de formation autogéré du Codedi(1).

Les territoires occupés par les communautés indigènes (2) sont souvent la cible de projets d'extraction

privés ou publics. Le territoire sur lequel est implanté le Codedi n'échappe pas à cette logique. L'organisation coordonne la mobilisation des communautés directement menacées par ces projets. Elle rassemble environ 1 300 familles venant d'une quarantaine de villages zapotèques parmi les plus pauvres du pays. Son périmètre d'action s'étend sur la Sierra Sur, l'Isthme de Tehuantepec, les Vallées centrales et la côte de Oaxaca, soit un territoire de plus de 55 000 km², situé au sud ouest du pays. "Nous sommes un problème pour l'État, c'est pourquoi nous nous organisons", explique Abraham Ramirez Vasquez, fondateur du Codedi.

(1) Très répandu en Amérique Latine, le théâtre communautaire est une pratique politique au sens qu'elle permet de réfléchir, créer et s'organiser collectivement pour améliorer ses conditions de vie. Elle est réalisée par la communauté et pour la communauté.

(2) Dans la république mexicaine, 21,5 % de la population s'autodéfinit comme indigène.



▲ Les enfants du centre de formation pendant une démonstration de danses traditionnelles de la région de Oaxaca à l'occasion du Festival annuel de Théâtre.

C'est ainsi que le *Codedi* se positionne depuis sa création contre les tentatives d'infiltration des élections locales par des personnes extérieures aux communautés, dans le but de contrôler ce territoire stratégique. Depuis des années, ses membres dénoncent le captage des eaux du fleuve Copalita, alimentant des villages indigènes, par des barrages hydro-électriques ainsi que le proche complexe hôtelier de Bahias de Huatulco. En 2016, le *Codedi* s'opposa à un groupe de braconniers venus piller le bois précieux des forêts de la Sierra Sur. Mais il serait trop long d'énumérer tous leurs combats.

UN CENTRE DE FORMATION AUTONOME

En 2013, des membres du *Codedi* occupent la Finca Alemania, ancienne exploitation caféière de 600 hectares située dans les hauteurs du municipio Santa María Huatulco. C'est le départ d'un projet très ambitieux, celui de créer un centre de formation autonome à destination des enfants des communautés membres de l'organisation. Ce centre ouvre en 2015 et forme actuellement une cinquantaine d'élèves, répartis en 4 niveaux : préscolaire, primaire, secondaire et bacheliers. *"Le système éducatif traditionnel est fait pour servir les grandes entreprises"* commente Abraham Ramirez Vasquez. *"On prépare les jeunes à être de la main d'oeuvre bon marché pour les entreprises. Nous autres pensons qu'ils doivent être préparés à entretenir et travailler leurs terres, ils doivent apprendre à conserver les ressources naturelles dont nous disposons et à défendre leur culture et leurs traditions... Nous autres, les peuples indigènes, vivons en communion avec la nature. Pour nous, il est très important d'en prendre soin et de ne pas seulement la voir d'un point de vue économique"*.

Dans cette région, les perspectives pour celles et ceux qui rêvent de s'extraire de la pauvreté sont

restreintes : s'engager dans l'armée, s'adonner au narcotrafic ou émigrer aux États-Unis. Par son projet, le *Codedi* entend encourager les jeunes à *"retourner dans leurs communautés pour les renforcer"*.

SUR LE CHEMIN DE L'AUTONOMIE

L'enseignement se base sur l'expérimentation et le développement de l'esprit critique. Ici, les

Héritages et persistances de la colonisation

La société mexicaine a hérité de structures profondément inégalitaires issues de 300 ans de colonisation et construites sur la persécution et l'exploitation des peuples indigènes du Mexique. Une discrimination encore très visible aujourd'hui : en 2018, 35,6 % des personnes indigènes vivaient dans une pauvreté extrême, contre 5,6 % du reste de la population (7).

Après 80 ans de "dictature parfaite" du *Parti Révolutionnaire Institutionnel* (un parti unique autoritaire qui a su réprimer très violemment ses opposant-es), le Mexique prend le virage de l'ultralibéralisme dans les années 1990.

Les territoires indigènes sont alors très convoités par un capitalisme extractiviste, qui profite majoritairement aux populations riches des villes, à des intérêts privés ou à des entreprises étrangères. L'exploitation de ces territoires se traduit par la mise en oeuvre de nombreux projets d'extraction, d'infrastructures ou d'industries, de très grandes dimensions, d'où l'appellation de "mégaprojets" par leurs détractrices.

À titre d'exemple, les immenses parcs éoliens de la région de l'Isthme de Tehuantepec, qui ont permis entre autres à *EDF Energies Nouvelles* l'installation de 100 éoliennes et la vente de l'électricité ainsi produite au Mexique.

Pour en faire la promotion, les investisseurs et les autorités insistent beaucoup sur les emplois créés, mais parlent peu des expropriations sans consultation ni indemnités qui concernent des terres principalement habitées par des populations indigènes. Certaines des méthodes utilisées sont parfaitement illégales (assassinats, menaces, consultations truquées...) et s'appuient sur la forte présence du crime organisé au Mexique.

L'installation du capitalisme mondialisé au Mexique se nourrit donc de deux caractéristiques structurantes de sa société qu'elle perpétue en retour : l'exclusion systématique des populations indigènes et la collusion du crime organisé avec l'État.



Elodie Laveil

▲ La classe de secondaire et leur professeur Zeus devant les caféiers après une séance de récolte sur la parcelle dédiée à leurs travaux pratiques.

élèves apprennent des savoirs et des techniques utiles à la vie dans la communauté, dans un esprit d'entraide.

Zeus, 34 ans, est enseignant à la Finca Alemania. Depuis un an, il s'est mis en disponibilité auprès du ministère de l'Éducation mexicain, quittant la ville de Oaxaca où il enseignait. Il nous invite à le rencontrer dans sa salle de classe, ouverte sur une nature foisonnante, en présence de dix élèves âgés de 11 à 14 ans. Dans une ambiance détendue, le groupe répond à nos questions. *"En ce moment nous travaillons sur la Constitution"* explique Zeus avec enthousiasme. *"Ce qui m'intéresse, c'est que, si jamais demain par exemple nous nous rendons à un événement et que nous sommes arrêtés par la police, les jeunes sachent que selon tel article de la Constitution, ils ont le droit à la manifestation"*. Quand nous interrogeons les élèves sur ce qu'ils et elles aiment à la Finca Alemania, Alba, 13 ans, nous répond : *"Ici c'est super, il y a un métier pour chacun. Les enfants qui n'ont pas la possibilité de se former, ici ils peuvent le faire."*

Ces métiers, les élèves les apprennent dans les ateliers de la Finca : élevage, agronomie, boulangerie, couture et confection, médecine traditionnelle, mécanique, sérigraphie... sans oublier la musique, la danse et le théâtre, l'art étant considéré comme un important vecteur de transformation sociale.

UNE TRADITION INDIGÈNE DE L'AUTONOMIE ET DE L'ORGANISATION COLLECTIVE

Le *Codedi* est aussi un formidable laboratoire d'autonomie. La Finca Alermania en est le cœur. Y vivent les enfants scolarisés et un nombre variable d'adultes, parmi lesquels les professeur-es et quelques travailleur-ses parfois accompagnés de leur famille. Mais la plupart des membres

de l'organisation résident dans leurs villages. Certains sont situés à plusieurs heures de route de la Finca. Les personnes en âge de travailler se rendent environ une fois par an à la Finca pour effectuer les *tequios*, des travaux collectifs non rémunérés qui profitent à la communauté : travaux des champs, cuisine, construction... Ici chacun-e est utile au bien vivre des autres.

Les décisions sont prises en assemblée, dans des comités : celui des jeunes, des professeur-es, des travailleur-ses et le comité général qui réunit un-e représentant-e de chaque groupe adhérant à l'organisation.

Pour les communautés membres du *Codedi*, ce fonctionnement n'est pas nouveau. Les *tequios* et les assemblées s'inscrivent dans la tradition zapotèque (3) et font donc partie de leur quotidien. De manière générale, au Mexique, l'État est absent de nombreuses zones rurales occupées par des indigènes, où l'on constate un manque criant d'infrastructures et de services publics. Ces communautés ont donc continué, à la fois par opportunité et par nécessité, à fonctionner dans une autonomie plus ou moins grande.

Le *Codedi* vise également l'autosuffisance. Le but est d'échapper aux modes de production capitalistes qui détruisent les équilibres économiques préexistants, à travers la spécialisation de l'agriculture, la dépendance aux marchés, la privatisation des terres collectives, etc. Concrètement, pour le *Codedi*, cela signifie : la propriété collective des terres cultivées (le *Codedi* a racheté en 2018 l'intégralité du territoire de la Finca), produire sur ses terres les denrées nécessaires à la vie de ses membres (maïs, haricots, fruits, viande, matériaux de construction...) et dégager quelques excédents pour financer le reste (mobilisations, matériaux, main d'œuvre...). Les membres de l'organisation produisent actuellement du maïs et des haricots, base de l'alimentation des campagnes mexicaines, pour six mois de consommation.

(3) À Oaxaca, des formes de gouvernance ancestrales sont même officiellement reconnues depuis 1995, les villages indigènes ayant la possibilité de fonctionner selon le régime des "us et coutumes".



▲ Les élèves de l'atelier de boulangerie apprennent à réaliser des donas, qui seront dégustées par toutes les habitantes de la Finca.

"Ici, tu sais que ton travail bénéficie à tout le monde, il n'y a pas un patron qui commande", résume Ignacio, en charge de l'élevage du bétail.

UNE LUTTE À HAUT RISQUE

Mais la poursuite de l'autonomie et la résistance du *Codedi* face aux projets d'exploitation de son territoire dérange. L'organisation est régulièrement la cible d'attaques : 5 de ses membres ont déjà été assassinés, tous des hommes. Le *Codedi* accuse l'État de Oaxaca, qui par ailleurs a déjà fait enfermer le leader et le porte-parole de l'organisation. Des emprisonnements qui sont jugés arbitraires par les ONG de défense des droits humains (4). Les médias sont également montrés du doigt par l'organisation comme étant à l'origine d'une campagne de criminalisation acharnée à leur encontre, relayant systématiquement le point de vue des autorités et s'affranchissant d'enquêtes de terrain. Rappelons qu'au Mexique, la liberté de la presse reste un sujet très préoccupant (5).

La répression dont est victime le *Codedi* est loin d'être un cas isolé. Les assassinats et disparitions de personnes défendant leurs droits ou leur territoire sont légion au Mexique (6). Cette situation est une conséquence directe de l'expansion du néolibéralisme dans ce pays. La lutte du *Codedi* raconte la prédation de ce système et ses conséquences sur les territoires et les populations qu'il exploite.

OUVERTURE ET ALLIANCES

Si les causes des agressions dont est victime l'organisation sont globalisées, sa résistance se fait également à plusieurs niveaux. *"Ce qui se passe à petite échelle dans nos communautés, le tequio, l'entraide, nous essayons de le faire en plus grand. Nous avons développé beaucoup d'alliances. Quand*

nous avons un problème, nous savons que nous pouvons compter sur les autres communautés" explique Abraham Ramirez Vasquez.

Le *Codedi* est soutenu par d'autres associations de l'État (comme l'*Organisation Indienne pour les Droits Humains de Oaxaca* et la *Seccion 22*, syndicat d'enseignantes) et au niveau national par les zapatistes et le *Congrès National Indigène*. Il est en contact avec des militantes à l'étranger, comme celles-eux du Rojava et de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. L'objectif est de faire connaître leur lutte, de s'inspirer et de s'entraider dans la résistance.

Le théâtre communautaire joue un rôle essentiel dans cette stratégie d'ouverture. Chaque année une rencontre (inter)nationale de théâtre est organisée à la Finca, la dernière édition s'étant tenue en mars 2020. Les enfants de la Finca donnent régulièrement des représentations dans d'autres villages. Ces événements sont autant d'occasion de partager les expériences entre des communautés souvent confrontées à des problèmes similaires.

La répression est loin de paralyser le *Codedi*, qui imagine un avenir empli de nouveaux projets pour la Finca Alemania. Outre les nouvelles terres à défricher, le collectif projette la construction d'un incubateur pour les oeufs de poules, de nouvelles salles de classe, la mise en place d'un comité des femmes et même, à terme, la création d'une université. Dans ces projections d'avenir, le centre de formation joue un rôle clef car, comme nous le fait remarquer Abraham Ramirez Vasquez : *"Les élèves d'aujourd'hui sont celles et ceux qui demain défendront nos droits et nos territoires"*.

Elodie Louvel et Viktor Petrausch ■

■ Contact

Elodie Louvel
elodie.louvel@gmail.com
Viktor Petrausch
vpmrio@gmail.com

Nous avons voyagé pendant six mois au Mexique pour apprendre des luttes des peuples indigènes et de leur construction de l'autonomie. Après une rencontre avec le mouvement zapatiste au Chiapas, nous avons passé 3 semaines avec le *Codedi*, organisation de peuples indigènes dans l'État de Oaxaca à laquelle se consacre cet article.

(4) www.frontlinedefenders.org

(5) www.rsf.org

(6) www.hrw.org

(7) www.coneval.org.mx



▲ Patrick Saultier (à gauche) et Jean-René Leborgne font partie des douze actionnaires qui ont mis en place ce projet citoyen d'éoliennes.

À Plélan-le-Grand, le parc éolien souffle à l'énergie citoyenne

Depuis fin 2008, les six éoliennes d'une commune bretonne de 4 000 habitant·es, dans le sud de l'Ille-et-Vilaine, fonctionnent à plein régime. Leur moteur : l'énergie de 12 personnes qui ont eu l'idée de produire leur électricité à l'aide d'une société coopérative.

LA BRUME RECOUVRE LES CHAMPS D'UN manteau blanc opaque. En cette matinée de début février, elles sont invisibles. À moins de lever la tête en direction du ciel, impossible de remarquer que six éoliennes, dont les mats font 100 mètres de hauteur et 82 mètres de pales, sont installées à Plélan-le-Grand. Cette commune de plus de 4 000 habitantes, basée à moins de 40 km à l'ouest de Rennes en Ille-et-Vilaine, dans le sud-ouest du département, n'est pas la seule à avoir des dames de fer sur le territoire. A cinq kilomètres de là, Maxent en dénombre trois. Mais c'est l'une des premières en France à avoir installé sur son territoire un projet impulsé par ses habitantes.

Et cette solution s'est montrée gagnante : *"Toutes les entreprises qui ont installé les éoliennes dans les villages alentours ont mis 5 à 6 ans de plus que notre projet qui est sorti de terre fin 2008, ce qui prouve que le faire avec les habitants est beaucoup plus efficace"*, se félicite a posteriori Patrick Saultier, conseiller municipal de 2001 à 2020 et une des personnes motrices de ce parc éolien qui produit de l'électricité pour toutes les habitations, les entreprises et les exploitations agricoles de la ville.

"PERSONNE NE CONNAISSAIT LES ÉOLIENNES"

En 2001, cet ingénieur environnemental de formation de 53 ans vient de rentrer au conseil municipal et

s'intéresse à ce qu'il passe au Danemark côté énergies renouvelables. *"Là-bas, 20 % de l'électricité consommée est produite par le vent, dont 85 % des éoliennes appartiennent aux particuliers et aux agriculteurs"*, développe l'ancien conseiller municipal, assis dans le bar en face de la mairie. A l'époque, personne ne connaissait les éoliennes et on m'a répondu au sein de l'équipe municipale que le jour où des entreprises viendraient pour en mettre, on réfléchira. Et ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd !

Deux ans plus tard, les développeurs toquent en effet à la porte de la mairie. Or, à sa grande surprise, rien n'est pensé pour que les citoyen·nes plélanais participent. Patrick Saultier n'en démord pas : *"Il fallait que les habitants participent le plus tôt possible !"* Lui a fait son "service national obligatoire" de trois ans dans une ONG au Tchad, en Afrique centrale, dans laquelle il a été formé à l'animation de groupes. Ces méthodes apprises à l'étranger, il les applique en Bretagne.

PAS LE MÊME OBJECTIF DE DÉPART

Une réflexion s'enclenche au sein de la mairie et, au fur et à mesure de réunions publiques et de stands sur le marché, un noyau dur de 12 personnes se crée. *"L'idée a été insufflée par un élu mais mise en place par les habitants"*, estime Patrick Saultier.

Chacun·e vient d'horizons différents : infirmière, responsable d'une agence Pôle Emploi, professeur ou



► Les six éoliennes installées à Plélan-le-Grand, en Ile-et-Vilaine, ont chacune des mâts de 100 mètres de hauteur et des palmes de 82 mètres comme celle ci-contre.

encore maraîcher bio... Tout le monde n'a pas le même objectif de base. "Une partie s'est penchée sur la question des énergies renouvelables, l'autre était surtout intéressée pour faire un projet dans sa commune", se souvient Jean-René Leborgne, ingénieur des réseaux téléphoniques en pré-retraite de 62 ans, qui fait partie du comité-pilote.

ENERGIES DU TERRITOIRE

Pendant plus de six mois, le groupe planche sur le sujet une fois par semaine. La question du financement se pose en premier. Au départ, les membres mettent de leur poche "entre 6 000 à 12 000 €" et Patrick Saultier effectue un travail fastidieux de recherche de financement pour enclencher une étude de faisabilité. "Pour ce type de projet, il n'existe pas de modèle. On s'adapte avec les compétences de tout le monde, on prend les énergies humaines du territoire", explique ce dernier. Il fait référence, notamment, à un autre exemple de parc éolien citoyen : *Energie Partagée*, une coopérative de plus de 1 000 actionnaires qui a installé en 2014 à Béganne, dans le Morbihan, quatre éoliennes après douze ans de structuration due à des problèmes juridiques et financiers.

"On a eu beaucoup de mal sur les législations", se rappelle également de son côté Jean-René Leborgne. Rien n'est fait pour leur faciliter la tâche. "Dans la loi, il n'y avait rien sur les questions de financement local, d'habitants, de riverains, sourit Patrick Saultier. Aujourd'hui, la dernière loi française sur la transition énergétique introduit même des clauses pour permettre l'investissement local des habitants, des collectivités dans une société de production. Dans les appels d'offre, il est même prévu une prime pour les projets qui ont une part d'investisseurs locaux. Cela a mis plus de dix ans ! On a contribué à faire bouger les lois au niveau national. Je crois beaucoup à la valeur de l'exemple. En Bretagne, il y a les 'diseurs' et les 'faiseurs'."

GOVERNANCE À 35 %

La société par actions simplifiée (SAS) Brocéliande énergies locales se monte en 2004 : "Cela permet de faire à peu près tout et d'injecter des montants assez élevés." Avec le soutien financier du département, de la communauté de communes et de la Région Bretagne, le groupe obtient l'autorisation du premier permis de construire. Mais les sous manquent encore. "Pour les banques, il fallait 20% de fonds propres soit 3 millions d'euros", continue Patrick Saultier. Jean-René Leborgne réplique : "On s'est dit qu'on avait plus qu'à hypothéquer nos maisons !". Car 18 millions d'euros ont été nécessaires au final. "Si on l'avait su en se lançant dans l'aventure, on ne l'aurait peut-être même pas tenté !" (1)



Manon Deniau

DISCUSSIONS AVEC L'ASSOCIÉ PRINCIPAL

Actuellement, les actionnaires de Plélan-le-Grand réfléchissent à changer de fournisseur et à injecter leur énergie produite à *Enercoop* plutôt qu'à *EDF* et ses filiales. "Au départ, ce n'était pas possible puisqu'ils n'achetaient pas l'énergie au même prix. Ce sont des discussions que nous avons avec notre associé principal", expose Patrick Saultier.

Et pourquoi pas augmenter le nombre de machines sur leur parc éolien ? Plélan-le-Grand fait partie de la troisième couronne de Rennes, la capitale administrative bretonne, et attire de plus en plus de foyers. En dix ans, elle a augmenté de 114 %. A cette question, Patrick Saultier répond avec un sourire entendu.

Manon Deniau ■

■ Brocéliande énergies locales
Étang de la Chèze
35380 Plélan-le-Grand
Tél. : 02 99 06 80 11
<http://www.sed-energies.fr>

(1) Au total, les 12 habitant·es ont apporté plus de 110 000 € au projet. L'investisseur Emile Dumont contacte à l'époque Patrick Saultier et reprend le reste de la gouvernance de Brocéliande énergies locales. Le groupe détient aujourd'hui 35 % de sa SAS et *Elicio*, le producteur d'énergie qui a racheté l'ancienne entreprise d'Emile Dumont, 65 %. Ce qui a parfois créé des tensions lorsque le groupe a voulu devenir l'actionnaire majoritaire. Peine perdue pour le moment : "On va dire que pour les grosses décisions, *Elicio* est obligé d'être d'accord. Ils ont tout intérêt localement à nous laisser faire."

Confinement, et puis après, du positif, non ?

(...) Notre vie quotidienne a été chamboulée. Nous avons dû (...) renoncer sur ordre à (...) ces sales habitudes pour lesquelles, à peine déconfinés, les sirènes de la pub se sont remises à chanter, nous culpabilisant au passage, que si nous ne les reprenions pas très vite, nous serions responsables de faillites en nombre ou en cascade. Je veux parler de l'hyperconsommation.

Celle que nous avions abandonnée. (...) Non-essentiels, ils le sont bien sûr, ces produits de consommation superflus, gadgets, fringues, électroménagers, smartphones, voitures qui font, paraît-il, marcher l'économie. Bien sûr, derrière chaque produit manufacturé très loin de chez nous, il y a des entreprises intermédiaires, des humains, des copains peut-être qui en vivent. (...) Mais toutes ces entreprises ne sont de toute façon pas viables dans un monde en destruction. Les gens qui y ont investi, ceux qui y travaillent peuvent se reconverter, aborder un virage à 180°, pour s'orienter vers les besoins essentiels. C'est cela le monde d'après, ne plus consommer de produits non essentiels. (...)



Vous avez découvert le chant des oiseaux, les bruits de la nature, les chevreuils sous vos fenêtres. Oui, c'est cela l'essentiel, c'est cela votre monde, le monde d'après (...). Vous mesurez maintenant l'impact de votre vie d'avant, vous avez vu le changement (...), vous l'avez senti, ressenti (...).

En n'achetant plus que l'essentiel, vous avez fait des économies. Vous vous rendez compte que finalement, vous dépensiez beaucoup en non-essentiel, en "conneries" en tous genres, et que vous deviez travailler pour acheter tout cela. Vous avez pris

goût au farniente, à la lecture, à la culture, à la cuisine, au bricolage, au jardinage, vous avez pris le temps de téléphoner à vos proches, vous étiez sortis de l'engrenage du trajet boulot-dodo, vous avez appris à connaître votre conjoint, vos enfants, appris à mesurer le besoin que vous aviez d'eux et eux de vous. Vous avez repris goût à la vie, alors que, dehors, la vie s'envolait pour certains. Vous avez mesuré que le salaire de trois jours de travail allait vous suffire à l'avenir. Et ça, c'est un petit virus qui l'a fait.

Quelles peuvent être nos conclusions sur tout ce vécu réel, hors de l'économie irréaliste ? Nous avons fait l'expérience de la décroissance. Nous avons agi avec mesure, nous avons consommé avec mesure, nous nous sommes déplacés avec mesure. (...)

En opposition totale aux nouvelles injonctions publicitaires, informatives et officielles, "Travailler moins pour vivre mieux" peut-être se combiner à "Travailler moins pour travailler tous". Ce qui vous manquait le plus, c'est "Moins de liens". Ce qui fait aussi l'humain, c'est l'autre humain. Et celui-là, il vous a manqué. (...)

Vous avez même fait l'école à la maison, alors que ce n'était absolument pas nécessaire. L'instruction informelle aurait suffi. Faire du pain, une tarte, un tajine, regarder un documentaire sur les animaux, les câbles internet souterrains, la vie de Marie-Thérèse d'Autriche, construire un nichoir, et que sais-je encore, tout cela aurait suffi pour apprendre plein de choses. Pas besoin d'école à la maison, fastidieuse, contraignante, connectée, où la notion d'obligation, de devoirs était primordiale. (...)

Tout ce qu'il faut faire pour préserver notre environnement, vous l'avez fait, sur injonctions sévères, encadrées, policées, mais pourquoi ne pouviez-vous pas le faire avant, pourquoi ne pouviez-vous pas le faire autrement ? Ceux qui donnent des ordres, ceux qui sont aux ordres (...) avaient déjà adapté leur économie catastrophique aux changements climatiques qu'ils avaient générés, oubliant les autres impacts de leurs activités sur la biodiversité et les sociétés anciennes. Et ils sont déjà à l'affût, prêts à tout aplanir, pire qu'avant. (...) On venait juste de dire qu'on entendait à nouveau la Nature, que tout de suite, on a dit qu'il fallait réduire les contraintes environnementales pour sauver l'économie.

Si ce petit virus n'avait pas surgi du fond de la jungle, vous n'auriez pas de certitudes. Maintenant, vous les avez, alors, choisissez en conscience votre nouvelle vie. Choisissez la décroissance, à défaut de subir la récession.

Marie-Noël Hauser
Moselle

Jouissance individuelle ou bien être pour tou·tes ?

[Ma] détestation du tout-moteur me renvoie au sujet évoqué dans le numéro 486 de février 2020 concernant l'arrêt du Paris-Dakar, arrêt que j'approuverais. Malheureusement ce rallye honni est l'arbre majestueux qui cache la forêt. Il n'est que la vitrine sélecte de toute une galaxie de manifestations plus modestes, généralement soutenues par des décideurs locaux, de concentrations motorisées sportives et de loisirs. En temps normal, cette période voit fleurir toutes sortes de rallies, rassemblements dont le point commun est le bruit et la pollution.

Décideurs locaux qui sous l'objectif de dynamiser un secteur rural se targuent d'accueillir — ou d'agrandir — des circuits automobiles (Pouilly-Maconge ou Dijon-Prenois) ou des patrouilles aériennes de prestige (Breitling). Ce sont aussi ces incontournables concentrations de loisirs de véhicules de collection ou retro qui rassemblent sur un petit territoire, du moteur à ne plus pouvoir supporter (exemple : concentration européenne en 2019 de 5 000 motards dans la région de Beaune, festival Rockabylette à Autun, etc.).

Il faut bien faire le constat que nous vivons une ère, celle de l'anthropocène, où l'hédonisme et la jouissance individuelle de quelques-uns au mépris du bonheur et du bien-être pour tous sont encouragés au nom du "modernisme" par les marchands du temple. Et qu'à moins d'une prise de conscience collective pour revenir à quelque chose de plus raisonnable au nom du Bonheur, il sera difficile de retirer leurs jouets à tous ces grands enfants sans les frustrer.

Quand après avoir tant aimé le soleil et le plein air, on aborde la période estivale avec la crainte du retour de tous les excès motorisés, motos, quads, moto-cross, avions de tourisme, ULM, paramoteurs, drones, etc. (...), l'arrivée de la belle saison est devenue une période redoutable pour moi. Et je me surprends à attendre l'hiver avec impatience.

Et toute cette folie ne tient pas compte des activités récurrentes telle que l'aviation commerciale. Ce sera le dernier point de ce courrier. En effet, vous évoquez dans votre rubrique "Argent public au secours de l'aviation" (n° 489 p. 25) le répit de ce coup d'arrêt forcé pour les émissions de CO₂, ce dont il faut se préoccuper. Mais pour ma part, je trouve que vous n'insistez pas suffisamment sur les méfaits immédiatement perceptibles de l'aviation sur l'humain, sur ses sensations et son bien-être par le bruit et la pollution visuelle que cette activité génère. (...)

Danielle Malas
Côte-d'Or

Tortue Taricaya

Les papillons se nourrissent du sel présent dans les larmes de cette tortue, donnant naissance à cette majestueuse symbiose. Une photo prise par Rémi Vinas au sein du *Panthera sanctuary*, réserve de conservation de la forêt primaire amazonienne du Madre de Dios, au sud du Pérou. L'auteur reverse les bénéfices de la vente de ses photos animalières à cette réserve.

<https://linktr.ee/Remivinas>



Rémi Vinas

La Réunion : stop au tourisme dévastateur !

(...) Depuis 10 à 15 ans, les 3 cirques, plaines et volcan de La Réunion, ses Hauts et tout son intérieur, n'ont cessé d'être bombardés de très fortes, longues et répétées nuisances aériennes (340 à 350 jours par an), n'ont cessé de subir forcés chaque matinée 6 heures d'affilée toute la déferlante sonore (à n'en plus finir) de passages d'aéronefs touristiques. (...) La quantité de "particules fines" rejetées par le trafic de tous les hélicoptères de La Réunion équivaut à celui d'un trafic routier de 30 000 voitures !

Depuis le 17 mars 2020 : avec l'arrêt forcé de ces 20 à 80 hélicos (ULM et autogires) touristiques tonitrueants chaque jour au-dessus de nous, au cœur des 100 000 hectares de parc national et de Patrimoine mondial de l'humanité, voilà le calme et la sérénité, la quiétude et la paix, la beauté et le bien-être des lieux, revenus, de nouveau là, au quotidien, voilà que l'on peut enfin revivre "fenêtres ouvertes" ou dans son jardin, s'entendre et s'écouter, se remettre à écouter la Nature. (...) L'atmosphère est désintoxiquée depuis 45 jours. (...)

Ce tourisme "intense" et fort bruyant, aux nuisances sonores massives légalisées, en investissant et s'appropriant toujours plus les Hauts de l'île, a complètement modifié le cadre et l'atmosphère, la vie de ces lieux jusqu'alors préservés et agréables à vivre. Ce tourisme "détonnant" (de par la forte résonance du cirque circulaire de Cilaos), envahit chaque jour nos lieux de vie, fait crier les enfants, hausser les voix, les radios et sonos, déclencher les aboiements de chiens (...), nous prend la tête et met quantité de Réunionnais et de randonneurs en colère, les rend irritables, agressifs, violents, porte gravement atteinte à notre santé et aux liens sociaux, ne les a que trop altérés, dégradés. (...)

Les hélicos, en survolant tous les jours, jusqu'au 17 mars, les plus vastes et beaux sites, hauts lieux de l'île, rendaient impossible ou annulaient l'écotourisme partout où ils passaient. (...)

Le tourisme à La Réunion, c'est faire de "profonds voyages" au sein de tous ses lieux, paysages, équilibres, refuges, à atteindre, pénétrer, traverser, admirer de l'intérieur, et non pas juste survoler. (...) La Réunion, ses espaces naturels grandioses, ne sont pas un Disneyland, un parc de loisirs "grandeur nature", ne se traversent pas dans l'agitation et le bruit, à grands coups de décibels et de vibrations, qui les urbanisent, les rendent hostiles aux oiseaux endémiques qui n'ont plus alors lieu d'être là.



Dans "cette" Réunion, transformée depuis 30 ans en île "intense", "d'émotions", "à grand spectacle", chaude et ensoleillée toute l'année : les "amoureux" de la Nature, des petits oiseaux et des plantes endémiques, spécialistes ou simplement admirateurs, ne sont plus les bienvenus, ont de moins en moins à faire ici, ne viennent déjà presque plus depuis 5 à 6 ans, dans cette Réunion sacrifiée pour le plaisir ou le portefeuille de quelques-uns, constamment

bruyante et agitée jusqu'au cœur de ses forêts primaires les plus anciennes.

(...) Comment peut-on faire l'éloge du "bien vivre" et du "vivre ensemble" à La Réunion, alors que des entreprises comme Corail Hélicos les saccagent, les rendent impossibles, qu'une toute puissante industrie touristique à l'énergie fossile, aussi pétaradante et poluante, s'ébat jusqu'à 2 100 heures par année (3 mois entiers !) au-dessus de nous, de nos habitations, jardins, champs, villages, forêts, sentiers, de manière effrénée et sans limites, s'infiltre partout et tue toute l'âme et la beauté du Cirque ? (...)

Mais voilà que depuis le 20 mai jusqu'à 10 à 12 hélicoptères et ULM traversent chaque jour le Cirque de Cilaos, et voilà qu'aussitôt toute la vie auditive et sonore de ses forêts s'en trouve déjà bien modifiée : les Zoizos-la-Vierge (Tersiphone de Bourbon, Chakouat) et les Merles-Péi déchantent aussitôt, c'est la mort, le black-out total pendant 2 heures, et les jours suivants, même sans aéronefs, commencent leurs chants plus tardivement dans la matinée ! Stop à ces 6 heures de pollution et déchets sonores chaque jour toute l'année. Stop à ce tourisme poubelle qui chaque jour toute l'année (...) transforme tous les Hauts de l'île en un vaste champ de foire, décharge à décibels, en une vaste zone commerciale, industrielle. Pour l'arrêt immédiat et définitif d'un tel tourisme sur l'île de La Réunion, qui n'a absolument rien à faire ici. Plus un seul aéronef touristique, plus une seule de ces bombes à décibels sur tous ses lieux de vie, sur ses 100 000 hectares de "parc national" et de "patrimoine mondial". Pour un tout autre tourisme à la place, plus intelligent et moins ignorant.

Pierre Bosmans
La Réunion



Revue papier

Bonjour, je vous fais un don pour avoir maintenu *Silence* dans sa version papier durant le confinement. Il faut dire que "je suis un paper-junkie" comme disait le dessinateur Willem à *Libération* il y a quelques années, en évoquant l'avenir du dessin de presse qui, pour lui, "dépendra de la survivance de la presse papier puisqu'il n'a pas le même impact sur internet".

Pascal
Indre-et-Loire

Résister aux compteurs Linky

Une lectrice a reçu un courriel de la coopérative de fourniture d'énergies renouvelables *Enercoop* l'informant que l'espace client accueille désormais de nouvelles fonctionnalités. "Ces fonctionnalités sont actives lorsque Enedis vous installe un compteur Linky* et que celui-ci devient communicant. Grâce à ces nouvelles fonctionnalités, vous pourrez suivre : vos puissances maximales atteintes et agir sur votre puissance souscrite d'abonnement ; vos consommations réelles d'électricité (y compris la consommation par jour et par demi-heure). Vous le savez déjà, la transition énergétique passera par une réduction de nos consommations." Le texte précise plus bas que "Les fournisseurs d'énergie ont désormais une obligation réglementaire à proposer certains services qui utilisent les données des compteurs communicants."

Notre lectrice réagit en écrivant à *Silence* :

Bonjour ! J'ai été très choquée en recevant ce courriel d'*Enercoop*. Comment peut-on parler d'écologie, énergies propres tout en proposant aux adhérents d'accepter ce compteur communicant ? On m'avance l'argument de l'écologie, de la maîtrise de ma consommation... Sommes-nous si ignares que nous ne sachions pas nous-mêmes quelle est notre consommation ? Écologie ? Des compteurs qu'il faudra remplacer dans maximum 7 ans et payer alors que les nôtres sont performants et durent jusqu'à plus de 60 ans ? Pipeau ! Commençons par changer nos habitudes, autos, avions, supprimer les croisières, manger différemment, ne pas gaspiller, refuser la consommation à outrance et aller vers la décroissance. (Les compteurs déposés sont vendus au Liban, en Afrique...). Sachant que le responsable d'*Enedis* a dit devant caméras qu'il travaille avec *big date*... J'ai répondu à *Enercoop* en leur faisant part de ma déception, mon étonnement, ma colère. *Enedis* a su les convaincre et ils n'ont pas cherché à en savoir plus. Non au Linky et Gazpar ! Résistons !

Nadia Saïz Cacères
Haute-Savoie

Comment sortir du déni ?

Merci pour les 2 numéros (d'avril et de mai-juin) ! La lecture de votre revue est bienvenue après et en ces temps troublés. Cela m'aide à résister à la déception, au découragement, à la sidération, à la petite voix qui me dit que la plupart des humains des sociétés riches industrielles impactées par cet épisode de virus ne vont pas retenir les leçons de cette crise et vont vouloir (autant que possible) continuer comme avant, oubliant bien vite les quelques éventuels éclairs de lucidité et réflexions confinées ! Il faudra des effondrements bien plus dramatiques pour forcer la plupart des gens à sortir du déni, à changer leurs habitudes. Selon moi, un des espoirs est la pénurie de pétrole, mais c'est un espoir vain, car les réserves estimées sont immenses encore et que ce serait une folie d'attendre que les gens deviennent tous conscients, car cela n'arrivera jamais. Il y a tellement d'addictions, d'habitudes toxiques intégrées à tout un système, que seules une pénurie ou une restriction forcée pourraient permettre d'arrêter cette folie. Et comme cela ne se fera sans doute jamais, il y a de quoi être pessimiste sur l'évolution du climat... Dans ce combat de plus en plus tendu entre visions de la société et modes de vie, un espace critique est encore plus indispensable et urgent ! Merci pour votre engagement et vos convictions.

Ivan Leymarie
Indre-et-Loire

Stimulant effondrement !

Abonné à *Silence* depuis quelques années maintenant, je tenais à vous faire part de la grande qualité de votre dossier du mois de mars 2020 concernant les "Discours sur l'effondrement". Éclairant, synthétique et pertinent, les différents articles m'ont permis de me remettre les idées en place. De façon générale bravo à toute l'équipe pour sa persévérance : à vos côtés, je chemine non seulement en pensée mais également en actes.

Arthur Scholler
Strasbourg



Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Démocratie, histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France**, François Dupuis-Déri, éd. Lux, 2019, 352 p., 10 €. Après avoir puisé dans diverses sources du passé, l'auteur dévoile ici une étonnante aventure politique où s'affrontent des personnalités qui cherchent à contrôler les institutions des régimes fondés à la fin du 18^e siècle. Deux siècles plus tard, la planète entière semble penser que "démocratie" est synonyme de régime électoral. Petite perle parmi d'autres, Pinochet lors de son allocution d'adieu en 1998, présente l'armée chilienne comme la salvatrice de la démocratie.

■ **Histoire des zoos par les animaux, impérialisme, contrôle, conservation**, Violette Pouillard, éd. Champ Vallon, 2019, 287 p., 29 €. À travers la ménagerie du jardin des plantes et des jardins zoologiques de Londres et d'Anvers, l'autrice dévoile le poids de l'emprise des cages qui modèlent les corps et les comportements des animaux et au-delà, des réseaux tentaculaires de capture. Le "zoo microcosme" ne parle donc pas seulement du zoo, il éclaire l'histoire d'institutions puissantes comme les associations de protection des animaux et les organisations de conservation dont les politiques globalisées contraignent ceux qu'elles veulent protéger.

■ **Biodiversité urbaine pour une ville vivante**, E. Bailly, D. Marchand, A. Maugard, préfaces de l'ADEME et de Ph. Clergeau, éd. PC, 2019, 136 p., 18 €. Dans les 2 premières parties, le livre rappelle les initiatives citoyennes destinées à introduire de la nature dans la ville. C'est sympathique, mais les auteurs distillent leurs considérations dans un jargon truffé des mots-valises et de clichés. Dans la 3^e partie, ils présentent des projets, essentiellement dans de grandes villes européennes, suivis de l'analyse critique qu'ils en font. Celle-ci est un peu expédiée.

■ **Chichilianne, le loup, l'eau et les communs**, Cécile Fauvel, Franck Leard, Julie Brugier, éd. 369 (cité du design), 2019, 69 p., 12 €. Ce petit manuel nous raconte l'expérience d'habiter autrement la montagne, menée au mont Aiguille, dans le Vercors. Expérience à laquelle participent activement des bergers, la maison du tourisme, un gîte rural et la mairie du village.

■ **Démocratie**, Samuel Hayat, éd. Anamosa, collection *Le mot est faible*, 2020, 96 p., 9 €. Cet ouvrage vise à comprendre ce que peut vouloir dire la démocratie si on prend au mot ceux qui la revendiquent. Il ne s'agit pas de faire le bilan des démocraties libérales ni de prédire leur avenir, mais de discuter des manières de la penser. "La démocratie est le pouvoir d'un peuple qui ne cesse de se reconstruire."

■ **Genre & féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb**, Abir Kréja, Amélie Le Renard, éd. Amsterdam, 2020, 179 p., 12 €. Les autrices reviennent sur de nombreux clichés européens sur le féminisme dans les pays musulmans. Elles présentent des féminismes vivants, et surtout différents d'un pays à l'autre. Des féminismes fortement influencés par l'impérialisme européen, qui a tenté (et qui tente encore) d'imposer sa pensée et ses mœurs au Moyen-Orient et au Maghreb.

■ **La vraie vie est ici, voyager encore ?**, Rodolphe Christin, éd. Écosociété, 2020, 134 p., 12 €. Le livre entame le débat par une condamnation : "Le tourisme est à la fois un symptôme et un agent de l'invivabilité croissante du monde... Si se déplacer fut l'acte majeur du 20^e siècle avec pour résultat le développement de lieux interchangeables... désormais il reste à renverser l'ordre des choses." Cependant, le voyage qui exige l'expérimentation personnelle, la confrontation à d'autres sensibilités, la réflexion, n'est pas condamné. L'auteur reconnaît l'intérêt de ce que l'a voyageur se en rapporte pour se changer et changer notre monde.

Te plains pas, c'est pas l'usine L'exploitation en milieu associatif

Lily Zalzett et Stella Fihn



Les associations ont bonne presse. Sans but lucratif, elles travaillent pour améliorer la vie des gens. Les salaires y sont minimes et les heures supplémentaires inexistantes. Mais que réclamer quand on est entouré de bénévoles ? Ce secteur est en plein essor depuis les années 1970. 1,8 million de salarié-es, dont 47 % en CDI en 2018. La plupart de ces associations sont en fait des prestataires de l'État. Celui-ci trouve plus économique de sous-traiter les services publics. Ça lui coûte moins cher et en cas de problème, elles servent de pare-feu. Comment se mobiliser pour se défendre ? Les employeurs ne sont pas les payeurs. Le livre clarifie la situation, c'est déjà ça... MD

Éd. *Niet!*, 2020, 104 p., 7 €.

Contact : teplainspas@protonmail.com

Patients zéro

Histoires inversées de la médecine

Luc Perino



Concernant l'histoire de la médecine, on se souvient souvent du nom des médecins, mais pas des patients qui ont permis de faire le diagnostic d'une nouvelle maladie et son éventuel traitement. Luc Périno, médecin, à travers l'histoire de quelques patients, déborde largement la question pour montrer le niveau d'ignorance que nous avons encore concernant notre santé (et comment on invente sans cesse de nouveaux noms pour parler de la même chose), comment l'industrie sait communiquer pour imposer ses nouveaux traitements (qui sont efficaces ou non), et combien souvent les solutions les plus simples (hygiène de vie, effort physique, relations sociales, activités intellectuelles) sont les plus efficaces. De lecture très facile, le livre distille de nombreuses questions essentielles à se poser. MB

Éd. *La Découverte / Les Cahiers libres*, 2020, 208 p., 18 €

Hirak en Algérie

L'invention d'un soulèvement

Coordonné par Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebjaoui et Salima Mellah



Un ouvrage important pour qui s'intéresse à l'Algérie. Le Hirak qui signifie le mouvement, la dynamique, n'est pas tombé du ciel ! Plusieurs auteurs, parmi les 16 contributeurs, relatent la longue histoire chaotique du pays depuis l'indépendance. Tous ces événements engrangés par la mémoire collective, ces injustices, ces

hontes, ces mensonges, ce mépris subi, ces mobilisations réprimées ont cassé le mur de la peur et débouché sur les manifestations immenses qui durent depuis le 22 février 2019. Ce mouvement très réfléchi, résolument non-violent — qui n'a rien d'une jacquerie — a rassemblé toutes les couches de la population dans les grandes villes. Le livre en rend compte, semaine après semaine, avec ses avancées et ses échecs. Des artistes de tous styles (de la musique classique andalouse au rap) ont créé des musiques, des textes, qui ont été chantés puis diffusés et entendus par des dizaines de millions de gens par le monde. Des graphistes, des peintres et des plasticiens ont été révélés. Un chapitre rend compte de l'effervescence créatrice qui a régné. Un autre chapitre est consacré à la réaction de ce régime corrompu à tous les étages et à celles des puissances étrangères (avec un développement sur les relations franco-algériennes). Que deviendra ce puissant mouvement social ? MD

Éd. *La fabrique*, 2020, 304 p., 16 €

Contre l'alternumérisme

Julia Laïnae, Nicolas Alep



Face aux problèmes générés par le numérique (contrôle social, hégémonie économique, impacts écologiques, etc.), beaucoup estiment que des efforts pour l'améliorer ou pour le maîtriser suffisent : logiciels libres, énergies renouvelables, usages modérés ou participatifs, algorithmes ouverts, etc. Tous ces efforts sont faits à l'intérieur du cadre numérique. Ils méconnaissent le fait que l'internet n'est pas un simple outil mais est devenu "l'infrastructure centrale du productivisme, du scientisme, du capitalisme et de la mondialisation". Il n'est pas neutre mais modèle nos représentations. La numérisation nous est imposée, par banalisation et encerclement, comme une fatalité sociale. S'appuyant sur la pensée de Jacques Ellul, les auteurs passent en revue ce que lui et elle considèrent comme de fausses pistes et appellent à interroger le monde dans lequel nous voulons vivre. GG

Éd. *La Lenteur*, 2020, 128 p., 10 €

Toutes les couleurs de la Terre

Ces liens qui peuvent sauver le monde

Damien Deville, Pierre Spielwog



La culture occidentale essaie de s'imposer au monde entier. Face à cela, de nombreuses initiatives écologiques se développent. Si celles-ci sont préférables aux simples manifestations et pétitions, elles doivent faire attention de ne pas reproduire les défauts du capitalisme : uniformisation, hiérarchisation, mépris de la différence... Pour éviter cet écueil, il est possible de s'appuyer sur tout ce qui relève de la mise en

Livres

relation à différentes échelles : les rapports Nord-Sud, les liens entre humains et non-humains (animaux, minéraux, paysages...), le langage, mais aussi les vêtements, les signes corporels, le choix des mots, etc. À travers de nombreux exemples tirés d'études anthropologiques, les auteurs présentent des exemples de comportements différents qui peuvent nous inspirer. Les échanges sont source d'émerveillement, d'enrichissement (le vrai), et donnent l'énergie et le courage d'avancer. Bonnes réflexions. MB

Éd. *Tana*, 2020, 234 p., 19 €

Pratiques collectives, pratiques du collectif

Sous la direction d'Isabelle Felici



Cet ouvrage est un compte-rendu d'un colloque international qui s'est tenu en 2016 à Montpellier. Il présente des expériences anciennes ou actuelles, surtout en Italie, mais aussi en France (lycée expérimental de Saint-Nazaire, Maison de la résistance de Bure, squats artistiques, écolieux...), en Algérie, ou encore en Colombie. Toutes ces actions ont une pratique commune : chercher à fonctionner sans hiérarchie. Les récits militants sont certes plus simples de lecture que les écrits universitaires, mais ont tout autant d'intérêt. Des réflexions intéressantes sur les difficultés que l'on rencontre (conflits, égos, financement...). Au total une vingtaine d'expériences à découvrir. FV

Éd. *Atelier de création libertaire*, 2019, 370 p., 18 €

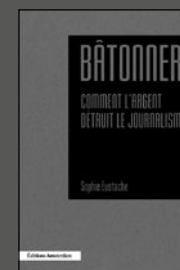
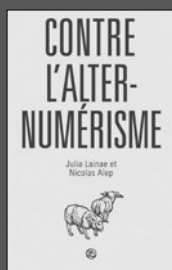
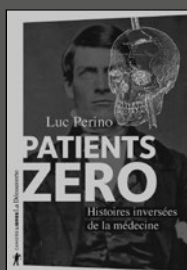
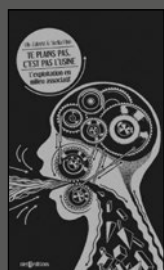
Bâtonner, comment l'argent détruit le journalisme

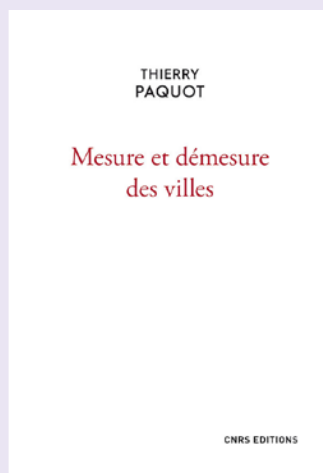
Sophie Eustache



Dans le milieu du journalisme, "bâtonner", c'est reprendre des dépêches d'agence et y mettre juste un peu de soi pour pouvoir les signer. L'autrice, syndicaliste, montre que depuis l'arrivée du numérique, puis d'internet, le métier de journaliste classique, sous contrôle des grandes multinationales, n'en finit pas de se dégrader : de plus en plus on ne bouge pas du bureau (les *deskeurs*, de desk, bureau en anglais), on copie de quoi publier sur internet de 6 à 15 articles par jour ! Du travail bâclé, dont le but est de faire de l'audience. Attention, les robots arrivent à faire ce travail... Un bilan implacable. Dommage que l'autrice s'en tienne aux clichés habituels sur la presse alternative : elle pourrait y constater que parfois (à *Silence* par exemple), les salarié-es sont mieux payés et vivent mieux que les pigistes précaires. MB

Éd. *Amsterdam*, 2020, 116 p., 10 €





Mesure et démesure des villes

Thierry Paquot

Dans le débat sur la décroissance et la nécessité de se donner des limites, il y a la place des villes. Existe-t-il une taille à ne pas dépasser pour avoir des villes résilientes, conviviales, égalitaires? Thierry Paquot, philosophe

de l'urbain, nous entraîne dans un vaste état de la question en partant des réflexions des Grecs et des Romains, jusqu'aux auteurs contemporains. Les idées sur la taille des villes divergent énormément, mais on peut retenir la conclusion de Lewis Mumford : pour qu'une ville dispose de tous les équipements nécessaires à la vie d'une région (hôpitaux, université, théâtre...), il faut un minimum de l'ordre de 30 000 personnes. À l'inverse, au-delà d'une certaine taille, la ville devient contre-productive (embouteillages, pollution, zonages, inégalités...) et toujours selon cet auteur, la limite serait de l'ordre de 500 000 personnes. Autant dire que de nombreuses mégapoles en France (17 actuellement) et dans le monde ont déjà atteint leur seuil de contre-productivité.

Thierry Paquot ouvre ensuite le débat pour une réflexion plus large. D'une part, une ville ne peut être pensée sans le territoire qui l'entoure, ne serait-ce que parce que l'on vient à la ville pour bénéficier des services qui y sont spécifiques, mais aussi parce que la ville dépend de son entourage pour sa nourriture et l'élimination de ses déchets. L'idée de biorégionalisme semble une bonne idée pour redéfinir des territoires autour des villes. Enfin, l'auteur suggère de développer la recherche faite autour de la *topophilie*, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas quantifiable dans une ville, ce qui relève des émotions : comment on prend racine dans un quartier, pourquoi on fait toujours les mêmes parcours, etc.

Après avoir montré comment les autrices futuristes se sont toujours trompées en parlant de l'avenir des villes, il conclut l'ouvrage en s'essayant à l'exercice : "*La France n'existe plus comme État-nation, ses cent et quelques biorégions sont fédérées au sein d'une vaste Europe constituée également de biorégions (un millier ?)*". Cette Europe se voit confier la gestion des transports, le rail étant le moyen de transport sur les longues distances. L'agroécologie et l'agroforesterie ont remodelé les paysages, l'architecture uniforme a disparu, les centres commerciaux également, l'économie relocalisée a permis de redéployer tout un artisanat. Les valeurs d'autonomie et d'amitié sont primordiales. On veut maintenant "mieux et non pas plus". La décroissance dans l'entraide. Stimulant. MB

Éd. CNRS, 2020, 316 p., 22 €

B. D.

Des signes qui ne trompent pas 300 dessins pour le climat

Pierre Kroll



Le célèbre caricaturiste belge propose ses dessins d'humour en abordant la question du climat sous ses différents aspects : glaciers qui fondent, niveau des mers qui monte, disparition de la biodiversité, mais aussi les causes : le gaspillage, l'usage du pétrole et du plastique, une mobilité de plus en plus effrénée, les fausses solutions comme le nucléaire, et enfin la mobilisation au sommet (Nicolas Hulot) ou dans la rue (marche pour le climat). Tous ces dessins auraient leur place dans *Silence*, mais pour le moment, c'est dans le quotidien belge *Le Soir*. Subtilement dérangeant. MB

Éd. Les Arènes, 2019, 144 p., 20 €

Mythopoïeses

Alessandro Pignocchi



Après l'excellente bande dessinée *La recomposition des mondes*, Alessandro Pignocchi revient avec le troisième tome de sa série anthropologico-dessinée, les *Petit traité d'écologie sauvage*.

Avec un dessin épuré tout en aquarelle, il met en scène un monde à l'apparence absurde fait de discussions politiques entre des mésanges anarchistes et d'analyses philosophiques d'un anthropologue Jivaro venu comprendre le monde de Bois-Le-Roi, en Seine-et-Marne. Mais au-delà de l'aspect humoristique extrêmement plaisant, *Mythopoïese* est nourri tant par la formation universitaire de l'auteur avec Philippe Descola que par son parcours de militants à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ou d'amoureux de la nature. Un monde inversé, sorti de l'opposition Nature/Culture, où Trump, Macron et Merkel pistent les belettes et dansent autour d'un feu de camp. Une grande bande dessinée, à l'ambitieux dosage entre humour et pensées profondes ! PV

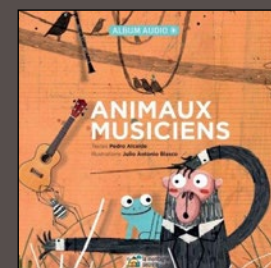
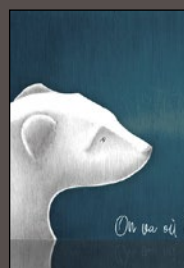
Éd. Steinkis, 2020, 123 p., 16 €

Ma fille, mon enfant

Davis Ratte



Quand Catherine apprend que sa fille Chloé sort avec Abdelaziz, cela se passe mal. Car bien qu'elle s'en défende, elle est raciste. Alors que le père n'y voit aucun problème, la mère fait tout pour faire échouer cette relation, à tel point que sa fille finit par ne plus lui parler. Un accident va changer la donne : la mère sera-t-elle prête à renouer le dialogue ?



Dans un dessin très ligne claire, David Ratte aborde la question du racisme "ordinaire" avec brio. Ce genre de situation est fréquent, mais n'est heureusement pas toujours aussi dramatique. Une belle réflexion sur nos intolérances et comment nos comportements et nos réflexions peuvent nous entraîner sur la voie du rejet de l'autre. FV

Éd. *Bamboo / Grand angle*, 2020, 96 p., 19 €

Romans

Les demoiselles

Anne-Gaëlle Huon



1923 en Espagne. 6 jeunes filles traversent à pied les montagnes (2 jours de marche), pour aller coudre des espadrilles au Pays basque français. Rosa a 15 ans et un caractère bien trempé. Nous la suivons de l'atelier sordide à la maison familiale miteuse qui les héberge. Suite à un conflit, l'histoire prend un tour inattendu. La voilà recueillie dans une maison huppée parmi des demoiselles mystérieuses, cultivées et féministes. Ballottée entre ces 2 mondes, elle fait son chemin, se révèle. Son histoire emprunte des traits à celle de Gabrielle Chanel. C'est émouvant et bien mené. MD

Éd. *Albin Michel*, 2020, 329 p., 17,90 €

Jeunes

On va où ?

Cécile Serres



Dès 6 ans. Un livre tout en image à double entrée. D'un côté, un ours blanc qui décide de descendre vers le sud. De l'autre, un jeune migrant qui lui essaie de rejoindre l'Europe. Ils se rencontreront au centre du livre. Joli exercice de dessin et bel imaginaire. FV

Éd. *Cipango*, 2020, 32 p., 17 €

Animaux musiciens

Pedro Alcalde, Julio Antonio Blasco



Dès 7 ans. Avec des textes pleins de poésie, la présentation de 14 grands musiciens du monde animal (oiseaux bien sûr, mais aussi cigale, baleine, chauve-souris, araignée, singe, loup). Présentation des caractéristiques de la musique, du lieu de vie, et des menaces pour sa survie, le tout sur fond de portée musicale. Très agréable à lire. Dommage que les enregistrements présentés en ligne sur le site de l'éditeur soient d'une faible qualité. FV

Éd. *La Montagne secrète*, 2019, 48 p., 17,50 €

Musique

Blackout I

Viktor & The Haters



Viktor & The Haters c'est de l'énergie à l'état brut. Celle qui vient réveiller en vous ce besoin de crier sa révolte, d'exprimer un trop plein de rage qui, ne nous le cachons pas, a besoin d'être expulsée. En dignes héritiers du mouvement rap et du rock, les 10 titres proposés abordent de manière sauvage un mal être du quotidien et dénoncent la violence faite aux femmes. La force de cet album, en plus de sa puissance musicale, reste dans une expression verbale qui ne s'embarasse de fioritures, mais de poésie urbaine, radicale et qui fait mouche. *Viktor & The Haters* est certainement un des meilleurs groupes rap'n'roll de la scène actuelle. JP

Éd. *Vlad Records*, 2019, 10 titres, 33 min., 13 €

Films

Futur simple

Bérénice Stagnara et Adrien Zemour



Les deux autrices ont réalisé un tour du monde pour aller à la rencontre d'une vingtaine d'écoles différentes dans huit pays. Le film présente principalement cinq de ces établissements : École de l'analyse de Kairos (Afrique du Sud), Collège Kopernicus (Chili), collège Waldorf de Guanacaste (Costa-Rica), lycée agroécologique de Pirque (Chili), École de TVS (Inde). Le film aborde différents thèmes et montre à chaque fois comment chacune des écoles appréhende la question. Le film est complété par des entretiens avec des universitaires qui travaillent dans le domaine des pédagogies différentes. Intelligemment réalisé, avec des questions sur la façon de parler d'écologie dans les écoles, le rôle de l'école dans la société, la place des parents... Une introduction parfaite pour lancer un débat autour de ces questions. MB

Ass. *Schooltrotters*, 2019, projection et débat sur demande : schooltrotters.tour@gmail.com

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Le bus des femmes, prostituées, histoire d'une mobilisation**, Anne Coppel, Malika Amaouche, Lydia Braggiotti, Éd. *Anamosa*, 2020, 152 p., 20 €. 17 lettres et documents iconographiques. En pleine épidémie de sida, des prostituées interpellent les pouvoirs publics sur leur santé et les conditions d'exercice de leur métier. Ceci dans le contexte de l'arrivée de migrantes ou usagères d'héroïne. Leur action, contemporaine d'*Act Up-Paris* conduira à la création du "bus des femmes" en 1990. Un document historique exceptionnel qui témoigne de l'histoire des mobilisations citoyennes.

Roman

■ **De fleurs et de larmes**, Aris Fioretos, traduit du suédois par Esther Sermage, éd. *Actes Sud*, 2020, 416 p., 23,50 €. 1973 dans une ville qui pourrait être Athènes, des étudiants protestent contre la dictature militaire du pays. Mary, étudiante de 23 ans est appréhendée et envoyée sur une île prison désaffectée. Elle n'a pas dit qu'elle était enceinte. Portrait à fleur de peau d'une femme prise au piège de la violence patriarcale.

B. D.

■ **Shakespeare Word**, Astrid DeFrance, Jules Stromboli, éd. *Casterman*, 2020, 200 p., 25 €. Londres va-t-elle être engloutie par les flots ? Reprenant les écrits de Shakespeare (né il y a 400 ans), une tentative de réflexion sur le réchauffement climatique en utilisant la dramaturgie de l'époque. Exercice difficile à apprécier si l'on ne connaît pas Shakespeare.

■ **Moi, Mikko et Annikki**, Tiitu Takalo, traduit du finnois par Kirsi Kinnunen, éd. *Rue de l'Échiquier*, 2020, 248 p., 22 €. Le quartier historique d'Annikki dans la ville de Tampere, en Finlande, a longtemps été menacé par des plans d'urbanisme. Finalement une coopérative d'habitants a pu prendre possession des lieux, le restaurer et en faire un ensemble de maisons aujourd'hui occupées notamment par le milieu artistique. Il s'agit du récit de l'origine de ce quartier, des projets immobiliers et de la résistance.

■ **Pionnières** : Anita Conti, océanographe, Luca Blengino, Nathaniel Legendre, Katia Ranalli, éd. *Soleil*, 2020, 56 p., 15 €. Née en 1899, Anita Conti va réussir à briser l'interdiction pour une femme de travailler sur un navire. Elle deviendra une brillante cartographe entre les deux guerres, mais également journaliste, photographe, biologiste... Elle s'inquiétera de la baisse des ressources en poissons et sera parmi les premières à soutenir la mise en place de l'élevage. Dessin trop figé.

Jeunesse

■ **Dis, c'est quoi le bonheur ?**, Emma Robert, Romain Lubiére, éd. *Balivernes*, 2020, 32 p., 14 €. Dès 4 ans. À cette question que leur pose Petit lapin, la fleur, l'arbre, l'oiseau, l'ours apportent des réponses différentes, qui leur correspondent. Et pour toi, c'est quoi le bonheur ?

■ **Une histoire de contraires**, Tullio Corda, éd. *Balivernes*, 2020, 40 p., 14 €. Dès 2 ans. Avec 2 mots par double page, cet album parvient à se distinguer en enseignant les contraires tout en racontant une histoire hilarante entre un chien et un chat.

Poésie

■ **Poèmes collapsologiques**, Victor Martinez, éd. *L'ire des marges*, 2020, 64 p., 16 €. Acides, acerbes, concrets, crus, ces poèmes ne sont pas lyriques pour un clou. Ils décrivent les trimeuses du petit matin dans les transports en commun, un enfant noyé par les frontières ou encore la bêtise des normes européennes. "Exploit : Avec quelques milliers de satellites dont la fabrication a permis l'augmentation des gaz à effet de serre l'humanité surveille l'augmentation des gaz à effet de serre".



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

Erratum

Dans le numéro 489, page 21, il est question des élections à Besançon. Malencontreusement, la photo censée montrer l'équipe de la liste écologiste, montre l'équipe d'Éric Alauzet, ancien député EELV passé à la République en Marche.

Suite à l'AG de Silence

L'assemblée générale de l'association Silence s'est tenue le 13 juin 2020. Le conseil d'administration est composé de Francis Levasseur, de Pierre Luccarelli et d'un-e représentant-e de l'association des Amis de Silence. Le comité de rédaction est composé de Danièle Gonzalez, Martha Gilson, Guillaume Gamblin, et Gaëlle Ronsin qui est également directrice de publication. Le comité images, qui choisit les couvertures, est composé de Damien Bouveret, Michel Bernard, Claire Grenet et Anne-Sophie Cléménçon. Toutes les énergies sont bienvenues pour rejoindre cette équipe restreinte mais joyeuse et motivée !

Merci !

L'équipe salariée de Silence se renouvelle. Olivier Chamrande quitte le poste de gestion-communication qu'il occupait depuis 2016, la personne qui le remplace à partir de septembre 2020 n'est pas encore connue à l'heure où ce numéro est bouclé. Myriam Cognard-Dechavanne quitte le poste de comptabilité, qui est transmis à un cabinet comptable. Eric Cazin ne renouvelle pas sa présence au sein du CA. Nous les remercions pour leur implication et pour leur apport à l'association durant toutes ces années et leur souhaitons de souriantes perspectives pour la suite.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de l'été :

- **Loir-et-Cher : Les Pains Perdus**, 3 les Beauvais, 41170 Saint-Agil
- **Nièvre : Les Affamés du local**, 6 de la mare, Flassy, 58420 Neuilly
Tél. : 06 33 16 50 55
- **Nord : Calibou**, 1 rue de Boeschèpe, 59270 Godewaersvelde
Tél. : 03 28 42 52 62

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 17 et 18 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! Prochaines expéditions : **15 et 16 octobre, 12 et 13 novembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi **19 août** (pour le numéro d'octobre), **23 septembre** (pour le numéro de novembre), **21 octobre** (pour le numéro de décembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, Silence est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. **Pour envoyer des annonces** pour le numéro d'octobre, vous avez jusqu'au 1er septembre ; puis jusqu'au 30 septembre pour le numéro de novembre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg**. Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes**. Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir)
- > **Territoire de Belfort**. Étienne Mangin, etienne-mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne**. Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme**. Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme**. Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard**. Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde**. Groupe Silence 33, tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne**. Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault**. Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique**. Emmanuel Savouret tél. : 06 11 78 27 27, emmanuel.savouret44@net-c.com
- > **Lyon**. Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne**. Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire**. Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne**. Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Commande : numéros, livres et affiches

Numéros disponibles

- ☐ 457 Le chant des luttes
- ☐ 459 Vers une école sans écrans ?
- ☐ 460 Les élections municipales à mi-mandat
- ☐ 461 Cuisines en transition
- ☐ 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- ☐ 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- ☐ 465 Réagir aux violences du quotidien
- ☐ 466 Jouer hors des cases
- ☐ 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- ☐ 468 Rouler pour des idées
- ☐ 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- ☐ 472 Nous vieillirons ensemble !
- ☐ 473 La montagne : du calme !
- ☐ 475 Retiens la nuit

- ☐ 476 Décroissance, où en est-on ?
- ☐ 477 Explorons les alternatives !
- ☐ 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- ☐ 479 Bébés écolos
- ☐ 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- ☐ 482 La planète victime de la mode
- ☐ 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- ☐ 484 Vers des villes sans voitures
- ☐ 485 Le soin, c'est communautaire !
- ☐ 486 Le temps de la désobéissance civile
- ☐ 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- ☐ 489 *Kraftwerk* : une utopie réalisée ?
- ☐ 490 Sur le sentier des herboristes
- ☐ 491 *Jai Jagat* : Les Gandhi de grand chemin

Numéros régionaux

- ☐ 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- ☐ 463 Hérault
- ☐ 469 Loire
- ☐ 474 Côte-d'Or et Yonne
- ☐ 488 Suisse romande

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...] :

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiches



☐ Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €*

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile.

Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

☐ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €*

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



Livres



☐ Manuel de transition, 212 p. - 20 €***

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



☐ L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable

parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : * 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

France
métro. Autres pays
et DOM-TOM

Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22 €	29 €
Particulier 1 an, 11 n°	48 €	57 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60 €	68 €
Soutien 1 an, 11 n°	60 € et +	60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80 €	92 €
Petit budget 1 an, 11 n°	33 €	40 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110 €	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter
(tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Le Talus, laboratoire marseillais d'agriculture urbaine



Il était une friche abandonnée, située entre une voie de chemin de fer et une rocade, à Marseille... En avril 2018, l'association *Heko Farm* fait le pari de transformer cet espace en un îlot de verdure urbaine. En quelques mois de chantier et grâce à l'aide de nombreux bénévoles, le terrain est rendu cultivable. Le Talus est un lieu d'innovation et de découverte de l'agro-écologie en ville. Un tiers-lieu où se rencontrer, jardiner, paresser, manger, observer, discuter,... Plus de 1 700 adhérent·es et de nombreux ateliers et événements font de cet espace de 8 500 m² un lieu où il fait bon vivre.



Toutes les photos : Guillaume Gambin